



**GLOBAL  
INITIATIVE**  
AGAINST TRANSNATIONAL  
ORGANIZED CRIME

# LES POLITIQUES DE LA COCAÏNE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Les réseaux de protection  
de la Guinée-Bissau

LUCIA BIRD

JUILLET 2022





# LES POLITIQUES DE LA COCAÏNE EN AFRIQUE DE L'OUEST

*Les réseaux de protection de la  
Guinée-Bissau*

## REMERCIEMENTS

Cette étude n'aurait pu être menée sans le soutien continu d'une équipe de chercheurs engagés qui suivent de près les dynamiques en place en Guinée-Bissau. Le présent rapport s'appuie également largement sur les recherches antérieures de Mark Shaw, qui a fourni des conseils stratégiques inestimables. Nous remercions enfin l'équipe de publication de la GI-TOC, qui a joué un rôle essentiel dans la réalisation de ce rapport.

## À PROPOS DE L'AUTEUR

Lucia Bird est directrice de l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest à la GI-TOC. Elle a publié des ouvrages sur divers types de criminalité organisée, notamment le trafic d'êtres humains, la traite des personnes, le trafic de stupéfiants et la cybercriminalité. Avant d'intégrer l'organisation, elle a travaillé en tant que conseillère juridique et politique du gouvernement du Punjab, au Pakistan, et a occupé auparavant la même fonction au ministère des Finances, du Ghana.

© Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2022.  
Tous droits réservés.

Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation écrite de la GI-TOC.

Couverture : © Kaysha/Unsplash  
Cartographie : Eloí Riera

Veillez adresser vos demandes à :  
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime  
Avenue de France 23  
Genève, CH-1202  
Suisse

[www.globalinitiative.net](http://www.globalinitiative.net)



# SOMMAIRE

<b>Acronymes</b> .....	<b>vi</b>
<b>Synthèse</b> .....	<b>1</b>
Méthodologie .....	2
<b>Les moteurs du conflit en Guinée-Bissau</b> .....	<b>3</b>
<b>Le résilient réseau de protection de l'élite en Guinée-Bissau</b> .....	<b>6</b>
Politique et cocaïne .....	8
<b>Évolution de la politique de la cocaïne en Guinée-Bissau</b> .....	<b>11</b>
Phase I : Aux origines de l'économie de la cocaïne (1998-2006) .....	12
Phase II : Connexions transnationales et instabilité politique (2006-2013) .....	15
Phase III : Modification des structures de protection et reconstitution du commerce de transit en gros (2013-2019) .....	16
<b>Climat actuel autour de la cocaïne : Un trafic de plus en plus opaque</b> .....	<b>18</b>
Centralisation du pouvoir au sein du bureau du Président : un isolement croissant .....	20
Déploiement de troupes de maintien de la paix de la CEDEAO .....	21
La politisation de la justice pénale affaiblit la lutte contre le trafic de cocaïne .....	23
<b>Conclusions et recommandations</b> .....	<b>28</b>
La dépendance persistante de la Guinée-Bissau à l'égard des revenus illicites .....	29
Recommandations .....	30
Notes .....	33

## ACRONYMES

AIRCOP JAITF     Airport Communication Project Joint Airport Interdiction Task Force (Projet de communication aéroportuaire)

DEA                Drug Enforcement Administration (Administration en charge de la répression des stupéfiants)

ECOMIB            ECOWAS Mission in Guinea-Bissau (Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau)

CEDEAO            Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

MADEM - G15     Movimento para Alternância, Grupo dos 15 (Mouvement pour l'alternative démocratique Groupe des 15)

MFDC                Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance

MISSANG            Mission militaire angolaise en Guinée-Bissau

PAIGC                Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert)





Vue du marché de Bandim, à Bissau, plaque tournante du blanchiment d'argent. © Xaume Olleros/Bloomberg via Getty Images






# SYNTHÈSE

Vue du palais gouvernemental où, le 1<sup>er</sup> février, 2022 des coups de feu répétés ont été tirés. Les autorités ont ensuite déclaré qu'il s'agissait d'une tentative de coup d'État ratée. © Aaron Ross/Reuters via Getty Images





Le 1<sup>er</sup> février 2022, des coups de feu tirés dans le palais gouvernemental de Bissau ont marqué le début de ce qui a été rapporté comme une tentative manquée de coup d'État en Guinée-Bissau, pays connu depuis longtemps pour son rôle prépondérant dans le trafic international de cocaïne. Si l'incident avait abouti à un renversement du pouvoir en place par les militaires, cela aurait été le cinquième coup d'État réussi de l'histoire de la Guinée-Bissau et le cinquième coup d'État en Afrique de l'Ouest des douze mois précédents, juste après la prise de pouvoir intervenue fin janvier au Burkina Faso.<sup>1</sup>

Quelques heures après le début de la fusillade, le Président Umaro Sissoco Embaló s'est adressé à la presse, condamnant l'incident et déclarant que les auteurs avaient échoué. Dans des déclarations faites à la presse, il a indiqué que les auteurs de l'attaque étaient impliqués dans le trafic de stupéfiants.<sup>2</sup> L'histoire semblait se répéter : le coup d'État de 2012 en Guinée-Bissau était si clairement motivé par la concurrence pour le contrôle des marchés lucratifs de la cocaïne dans le pays qu'il a été surnommé « le coup d'État de la cocaïne ».<sup>3</sup>

La nature de l'attaque de février et l'identité de ses auteurs n'ont toujours pas été éclaircis, comme nous le verrons plus loin. Parmi les personnes que le gouvernement a déclaré avoir arrêtées à la suite de l'assaut figurent cependant des individus ayant des liens connus avec le commerce de cocaïne (en particulier l'amiral Bubo Na Tchuto), ce qui souligne le lien avec le trafic de stupéfiants insinué par le Président.

La Guinée-Bissau est une porte d'entrée clé de la cocaïne en Afrique de l'Ouest, une région qui fait office de point de transit sur les itinéraires du trafic international de cocaïne entre les pays de culture en Amérique latine et les marchés finaux de consommation en Europe. Le pays joue un rôle important dans les dynamiques du trafic international de cocaïne depuis la fin des années 1990.

L'implication étroite de l'élite politico-militaire bissau-guinéenne dans le marché de la cocaïne au fil des ans a été un facteur déterminant des cycles répétés de troubles politiques en Guinée-Bissau. Les bénéfices tirés du marché de la cocaïne ont permis de financer un réseau de protection des élites remarquablement résilient, qui se compose d'éléments au sein de l'infrastructure de l'Etat.

La Guinée-Bissau se trouve à nouveau dans une situation critique. Le curieux incident de février a mis en évidence la tendance cyclique du pays à la volatilité politique. Le Président a estimé que le pays était en « crise politique » et a dissous l'Assemblée nationale. Le présent rapport explore le rôle, passé et présent, du trafic de cocaïne en tant que moteur de l'instabilité politique du pays et en tant que source de résilience pour les accords de partage du pouvoir entre les élites.<sup>4</sup>

Le rapport se penche dans un premier temps sur les moteurs du conflit en Guinée-Bissau, avant de se concentrer sur le rôle des marchés illicites, et plus particulièrement du commerce de cocaïne, dans le façonnage des arrangements politiques en Guinée-Bissau. Il suit l'évolution du commerce de cocaïne dans le pays et explore la manière dont les dynamiques du marché de la drogue sont étroitement liées aux protagonistes politiques. Dans ce contexte, le rapport présente les principales caractéristiques de la phase actuelle de la politique de la cocaïne en Guinée-Bissau, en s'appuyant sur des précédents historiques pour offrir un aperçu préliminaire de ce que l'avenir pourrait réserver à l'économie politique du pays et aux efforts de stabilisation.

L'équilibre des pouvoirs entre l'État et les institutions de sécurité et les relations de l'élite avec la société civile sont en profonde mutation. Le contexte géopolitique plus large dans lequel la Guinée-Bissau (et les acteurs internationaux) évoluent change lui aussi. Ces luttes de pouvoir pourraient perturber de manière inédite les structures de protection établies de longue date du trafic de cocaïne dans le pays.

## Méthodologie

Ce rapport s'appuie sur des informations recueillies auprès des réseaux (de Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) en Guinée-Bissau et sur le suivi effectué par l'Observatoire des économies illicites en Guinée-Bissau, un projet mené en partenariat.

Pour garantir la fiabilité des informations présentées, les recherches effectuées dans le cadre de ce rapport se sont appuyées sur des sources multiples,<sup>5</sup> y compris des entretiens avec des acteurs étatiques et non étatiques, ainsi qu'avec des personnes impliquées dans l'économie criminelle, en 2005, 2012 et 2014, et de 2019 à juin 2022.<sup>6</sup> Onze dialogues communautaires organisés entre 2020 et 2022, tous consacrés au développement et aux impacts des économies illicites de la Guinée-Bissau, ont également alimenté ce rapport.

La pandémie de COVID-19 a posé des problèmes en termes de collecte des données, car il est devenu compliqué d'organiser des réunions et des entretiens en personne, ainsi que des déplacements. L'effet négatif de la pandémie sur la recherche a toutefois été atténué par une combinaison d'entretiens en ligne et de suivi de la situation sur le terrain afin d'exploiter les opportunités pour des réunions sûres et sécurisées.

Les entretiens ont été complétés par l'examen de supports secondaires, notamment des dossiers judiciaires, des articles de presse lusophones et anglophones et des études officielles et universitaires sur le trafic de cocaïne dans le pays et dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Dans la mesure du possible, les données statistiques disponibles ont également été utilisées, de sources gouvernementales ou des Nations Unies.

L'utilisation de ces différentes sources a permis de recouper des données clés pour souligner et étayer des conclusions importantes sur l'état actuel du commerce de cocaïne en Guinée-Bissau. Elles incluent notamment des changements dans les relations entre les acteurs clés et des événements qui suggèrent une collusion entre les acteurs de l'économie illicite et des membres de la classe politique ou des institutions de l'État. L'objectif de cette approche est d'éviter un compte-rendu uniquement descriptif du crime organisé pour chercher à comprendre son interconnexion avec le développement politique et économique plus large de la Guinée-Bissau.<sup>7</sup>






# LES MOTEURS DU CONFLIT EN GUINÉE-BISSAU

Peinture murale dans une rue de Bissau représentant Amílcar Cabral, éminent dirigeant bissau-guinéen anticolonialiste assassiné peu avant l'indépendance du pays. Le pays connaît une instabilité politique chronique depuis sa guerre de libération.

*Photo : Fournie*





L'indépendance, à l'issue d'une longue guerre de libération, n'a fait que marquer le début d'une instabilité politique chronique en Guinée-Bissau, comme en témoignent les assassinats politiques et les 18 coups d'État réussis et avortés qui émaillent son histoire.<sup>8</sup> L'instabilité en Guinée-Bissau ne concerne pas seulement le pays lui-même, mais aussi l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, car les dynamiques nationales ont de manière répétée eu des effets au-delà des frontières nationales.<sup>9</sup> Le pays est depuis longtemps une plateforme de l'instabilité régionale, incubant des marchés illicites et servant de refuge aux acteurs criminels et aux fauteurs de troubles, qui alimentent les conflits et la corruption dans toute la région.

Les cycles de conflit se sont dans une large mesure limités aux confins de l'élite politico-militaire, à l'exception notable de la guerre civile de 1998-1999, qui a provoqué des dégâts considérables. Cependant, les conséquences plus larges de la fragilité chronique en Guinée-Bissau, notamment sur l'économie chancelante du pays, ont impacté les citoyens ordinaires. Si les facteurs d'instabilité sont multiples, ils peuvent être regroupés en quatre catégories.

Tout d'abord, l'économie de rente de la Guinée-Bissau perpétue les inégalités et fait de la politique un jeu à somme nulle. La Guinée-Bissau a conservé le modèle économique extractif hérité du système colonial portugais, dont les bénéfices restent concentrés entre les mains d'une petite élite politico-militaire, laissant 64 % de la population dans une pauvreté multidimensionnelle.<sup>10</sup> Les programmes d'ajustement structurel des années 1980, qui visaient à libéraliser l'économie, ont au contraire accentué la concentration des ressources étatiques et naturelles (y compris l'importante industrie de la noix de cajou) entre les mains de l'élite.<sup>11</sup> La concurrence pour le contrôle des rentes (en provenance principalement des marchés illicites lucratifs mais aussi de secteurs licites) qui s'est ensuivie a alimenté l'instabilité.<sup>12</sup>

Deuxièmement, le pouvoir considérable, et souvent incontrôlé, des militaires et leur énorme influence sur les marchés illicites et la politique du pays. Le haut degré de légitimité dont jouissent les militaires auprès de l'élite politique vient du fait qu'ils sont directement issus des guérillas révolutionnaires qui ont lutté pour l'indépendance. La taille et le budget disproportionnés de l'armée témoignent de son pouvoir : le ratio soldats/habitants de la Guinée-Bissau (2 pour 1 000) est nettement supérieur à celui de ses voisins régionaux.<sup>13</sup> L'armée s'est immiscée à plusieurs reprises dans la politique pour préserver ses intérêts bien établis et, dans certains cas, criminels.

Troisièmement, l'élite jouit d'une totale impunité face aux coups d'État, aux assassinats et aux violences qui caractérisent le paysage depuis l'indépendance de la Guinée-Bissau, cristallisée dans certains cas par des lois d'amnistie.<sup>14</sup> Les rentes provenant d'activités licites et illicites financent également des réseaux de clientélisme et de protection de longue date, engendrant un certain degré de résilience. L'impunité généralisée facilite la participation des élites aux marchés illicites et garantit que les violations de la Constitution ou de la loi n'ont que des répercussions limitées. Le recours à la force comme outil de pouvoir politique s'en trouve permis, ce qui nuit à la responsabilité et à la stabilité.

Enfin, l'élite politique et militaire s'appuie sur les marchés illicites rentables du pays pour compléter les budgets publics. Cela a commencé par le trafic d'armes dans les années 1990, mais a ensuite évolué vers le trafic de cocaïne et de bois. La capacité de l'élite à accéder à des sources de revenus « non gagnés », à la fois illicites et licites (sous la forme d'une aide extérieure au développement), a réduit la dépendance à l'égard de la fiscalité et de la croissance économique en tant que source de revenus principale.<sup>15</sup> Cela dilue la volonté politique d'élargir l'assiette des recettes. L'assiette des recettes fiscales de la Guinée-Bissau est extrêmement faible, le ratio impôts/PIB stagnant depuis longtemps autour de 10 % (la moyenne de l'OCDE est de 24 %, bien que les moyennes en Afrique de l'Ouest soient largement inférieures).<sup>16</sup> À son tour, la faiblesse des recettes entraîne une dépendance accrue à l'égard des rentes, dans un cycle auto-entretenu qui diminue la responsabilité et dissocie les intérêts des dirigeants du pays des besoins de la population.<sup>17</sup>

Le présent rapport explore le rôle de ce dernier facteur d'instabilité, crucial en Guinée-Bissau. Tout en reconnaissant l'importance du marché illicite de l'exploitation forestière dans le financement des campagnes électorales et des hommes politiques de premier plan, le présent rapport se concentre sur le commerce lucratif de la cocaïne.<sup>18</sup> Il contextualise les récentes poussées d'instabilité politique en décrivant tout d'abord l'évolution du commerce de la cocaïne en Guinée-Bissau et la manière dont il influence les processus politiques. Il décrit ensuite l'émergence d'une nouvelle phase du trafic de cocaïne, hautement protégé, dans l'ensemble du pays. Cette ère de politique de la cocaïne s'inscrit dans un contexte de diminution de la réponse de l'État et d'opacité croissante, favorisées par une répression de plus en plus forte des voix critiques dans le pays.






# LE RÉSILIENT RÉSEAU DE PROTECTION DE L'ÉLITE EN GUINÉE- BISSAU

En septembre 2019, le gouvernement de la Guinée-Bissau a saisi une importante cargaison de cocaïne dans le cadre de l'opération Navarra. L'image montre une saisie à Ilondé, entre Bissau et Quinhamel. *Photo : Fournie*





La Banque mondiale considère la Guinée-Bissau comme « l'un des pays les plus pauvres et les plus fragiles au monde ». <sup>19</sup> La plupart des analyses de la vie politique bissau-guinéenne estiment qu'en raison de la faiblesse et de la corruption des institutions de l'État, le trafic de cocaïne s'est enraciné dans le pays. <sup>20</sup> Cependant, ces analyses, qui se concentrent sur la faiblesse et la fragilité de l'Etat, ne parviennent souvent pas à cerner l'ensemble de la situation, les données historiques indiquant qu'un ensemble différent de dynamiques est simultanément à l'œuvre.

Les institutions de l'État bissau-guinéen sont à la fois « faibles » dans l'exécution des fonctions centrales traditionnellement dévolues à l'État (présence et contrôle territoriaux, prestation de services publics) et « fortes » dans la protection des marchés illicites. <sup>21</sup> L'économie politique de la protection en Guinée-Bissau, telle qu'explicitée dans une analyse, « peut être décrite comme l'ensemble des transactions conclues au fil du temps par un groupe d'individus issus de l'élite souvent en concurrence les uns avec les autres pour favoriser, assurer la pérennité et la sécurité d'un ensemble d'activités illicites ». <sup>22</sup> L'économie politique de la Guinée-Bissau se caractérise par un réseau politico-militaire au niveau de l'élite remarquablement résilient, constitué de protagonistes de longue date et d'une série de personnages qui quittent la scène à un moment donné, pour y revenir plus tard et répéter la performance.

Apparue à la fin des années 1990, après la fin de la guerre de Guinée-Bissau (1998-1999), la consolidation post-conflit du réseau de protection lié à l'élite de la Guinée-Bissau a ancré les revenus illicites dans l'architecture économique du pays. Comme le souligne James Cockayne dans son analyse des vulnérabilités des États émergeant de conflits : « La sortie d'un conflit et la relève sont l'occasion par excellence d'intégrer le pouvoir criminel au règlement politique, en veillant à ce que les nouvelles règles du jeu soient appliquées de manière à maximiser le contrôle des acteurs criminels sur les marchés criminels et les rentes. » <sup>23</sup> D'après l'analyse de Cockayne, les groupes criminels en Guinée-Bissau ont adopté une stratégie de « joint venture » dans le contexte post-conflit, où le crime et la politique ne font plus qu'un et où « la paix est criminalisée ».

L'analyse de Cockayne établit une distinction entre la sphère criminelle et la sphère politique, avec une kyrielle d'acteurs étatiques et non étatiques en concurrence pour assurer la protection. Cependant, en Guinée-Bissau, cette distinction s'estompe largement : les sphères criminelle et politique se confondent, et les acteurs étatiques ne sont pas en concurrence pour protéger le marché. Selon les termes d'un militant de la société civile bissau-guinéenne : « ici, les stupéfiants sont protégés par les forces de l'ordre et de sécurité ; aucune force parallèle n'est à l'œuvre. » <sup>24</sup>

Compte tenu du contrôle prononcé exercé par l'État sur les marchés illicites (voir figure 1), les économies criminelles de la Guinée-Bissau se caractérisent par une absence notable de violence, contrairement à d'autres contextes post-conflit, comme la Colombie, où le nombre de victimes des marchés illicites rivalise avec celui de nombreuses zones de conflit. Toutefois, les ententes post-conflit comme en Guinée-Bissau, qui constituent une « paix criminalisée », risquent d'éroder la légitimité de l'État. Cela peut mener à l'émergence de fournisseurs de protection concurrents et faire basculer le pays dans le conflit. <sup>25</sup>

	Contrôle de l'État	Décentralisation	Contrôle mixte	Liens indirects	Contrôle local mixte	Contrôle local
Rôles	Implication totale d'acteurs étatiques déterminés. Protection directe ou retrait des acteurs étatiques à des moments cruciaux.	L'État « gardien » du contrôle régional et local. Sélectionne les partenaires.	Accords entre l'État et les acteurs locaux sur le terrain où tous deux sont présents.	État faible qui se positionne en tant qu'interlocuteur et reçoit un paiement.	Acteurs locaux de la sécurité de l'État et hommes forts locaux sur la base d'un accord.	Protection totale à l'échelle locale. Pas d'implication de l'État.
Fournisseur de protection	Forces de sécurité de l'État.	Forces de l'État et groupes armés locaux liés au « système de décentralisation ».	Milices locales et acteurs étatiques, souvent d'accord sur les « sphères de contrôle ».	Groupe armé disposant d'un « canal discret » avec l'État en échange d'une rémunération.	Forces de sécurité sans « autorisation centrale ». Acteurs armés locaux.	Groupes armés locaux.
Flux de ressources	Vers les niveaux supérieurs de l'État et/ou des services de sécurité. Petits versements à des échelons inférieurs.	De hauts fonctionnaires de l'État prélèvent une part ou un tribut convenu est payé à l'État pour maintenir le système.	Acteurs locaux avec tribut versé à l'administration centrale.	Groupes armés, mais aussi acteurs étatiques qui facilitent l'accès des acteurs extérieurs.	Acteurs locaux de la sécurité, étatiques et non étatiques.	Acteurs et dirigeants locaux.
Implications	« État criminel ». La violence, d'envergure limitée, est facilement réprimé par l'État dominant.	Potentiel de mobilisation des hommes forts locaux ou promotion des conflits avec les exclus du système.	Présence de l'État au niveau local parallèlement aux groupes armés.	La capacité de réaction de l'État est encore plus compromise. L'acquisition de ressources renforce les groupes armés.	Désolidarisation croissante du centre. Services de mauvaise qualité à l'échelle locale. Conflit si les alliances/accords s'affaiblissent.	L'acquisition de ressources renforce le contrôle territorial local.

**FIGURE 1** Typologies des économies de protection.

SOURCE : Mark Shaw, *'We pay, you pay': Protection economies, financial flows, and violence*, dans Hilary Matfess et Michael Miklaucic (eds), *Beyond Convergence, World Without Order*, Washington, DC: Center for Complex Operations, Institute for National Strategic Studies, 2016, pp. 235-250.

## Politique et cocaïne

Les marchés illicites ont assurément contribué à la volatilité de la politique en Guinée-Bissau. L'élite est incitée à conserver son pouvoir afin de sauvegarder son contrôle sur les rentes, ce qui fait de la politique un jeu à somme nulle et alimente les conflits. Pourtant, si des instants de volatilité dans l'infrastructure politique de la Guinée-Bissau peuvent déloger des protagonistes spécifiques (comme l'assassinat brutal de l'ancien Président Nuno Vieira au cours d'une vague d'assassinats politiques en 2009), la structure de protection globale est restée largement intacte. La remarquable résilience de cette structure de protection se retrouve dans les phases d'évolution de la politique de la cocaïne en Guinée-Bissau décrites ci-dessous.

Le marché lucratif du trafic de cocaïne peut être considéré comme le ciment de la constellation d'alliances précaires nouées au sein de la structure de protection tissée par les élites de la Guinée-Bissau. Le réseau de protection tissé par l'élite de la Guinée-Bissau autorise les flux de cocaïne en gros à traverser le pays et les supervisent en veillant à ce que les risques d'interception restent raisonnablement faibles. Il permet au pays de faire office de point de transit, mais aussi d'important centre de stockage, de reconditionnement et de redistribution au sein des flux internationaux de trafic de cocaïne. En tenant fermement en main les élites politiques, militaires et criminelles, le trafic de cocaïne empêche les structures politiques d'évoluer vers un système de



gouvernance fondé sur le partage des ressources et la protection sociale au bénéfice du plus grand nombre.

Cette structure de protection n'a pas été fondamentalement perturbée depuis sa création à la fin des années 1990, en dépit d'une série d'opérations extérieures cherchant précisément à accomplir cela. Deux exemples importants d'interventions extérieures illustrent le rôle des marchés illicites dans la création de cette résilience. L'une d'entre elles (une opération d'infiltration menée en 2013 par la Drug Enforcement Administration l'Administration en charge de la répression des stupéfiants américaine, DEA) a cherché à perturber directement le réseau de protection du marché de la cocaïne. Il s'agit sans doute de l'intervention qui a eu l'impact le plus fort sur les structures du marché de la cocaïne. La seconde intervention visait à affaiblir l'élite militaire criminalisée en coupant les sources de financement extérieures (comme l'aide au développement) et à conduire le pays vers un retour à un gouvernement civil.

L'opération d'infiltration menée en 2013 par la DEA a mobilisé des ressources considérables pour perturber les structures de protection en Guinée-Bissau en éliminant des acteurs centraux. La principale cible de l'opération était le général Antonio Indjai, qui dirigeait la junte militaire au pouvoir à l'époque. Bien que l'arrestation d'Indjai ait échoué, l'amiral Bubo Na Tchuto, Tchamy Yala et Papis Djeme ont été arrêtés, puis condamnés par les tribunaux de New York. À la suite de l'opération d'infiltration, le trafic de cocaïne via la Guinée-Bissau a semblé diminuer, mais une part importante des flux s'est déplacée vers la Guinée et la Sierra Leone.<sup>26</sup> En outre, ces événements n'ont fait que diminuer le flux déjà réduit qui transitait par le pays, probablement en raison d'un ébranlement interne de l'économie de protection due à la tentative de l'armée de s'accaparer une plus grande part des bénéfices.

L'opération a également contribué à renforcer la présence d'acteurs civils sur les marchés de la Guinée-Bissau, même si, une fois encore, cette tendance était déjà amorcée. En fin de compte, l'opération n'a pas brisé les systèmes fondamentaux de protection contrôlés par l'État, qui ont continué à soutenir l'économie de la cocaïne. Les personnes condamnées à la suite de l'opération ont même refait surface en tant qu'acteurs importants de la politique en Guinée-Bissau et, semble-t-il, de son marché de la cocaïne.

Dans un exemple distinct mais associé, à la suite du coup d'État militaire de 2012 mené par Indjai, la communauté internationale a imposé des sanctions sur les dirigeants du pays. Plusieurs organismes ont coupé les flux d'aide extérieure à la Guinée-Bissau, qui constituait une source importante de revenus non gagnés pour les élites militaires. D'autres facteurs externes ont également pesé sur le budget de l'armée. L'effondrement en 2013 du cours des noix de cajou, la principale culture d'exportation de la Guinée-Bissau,<sup>27</sup> a été aggravée par la contraction temporaire de l'économie de la cocaïne causée par l'opération d'infiltration de 2013, comme indiqué ci-dessus. Si les dirigeants militaires n'avaient pas été en mesure d'assurer le financement de leurs réseaux de clientélisme, le contrôle exercé par l'élite sur l'institution aurait pu s'en trouver gravement affaibli. Cependant, les dirigeants militaires, Indjai à leur tête, se sont tournés vers l'exploitation forestière illicite comme source de revenus alternative, accordant officieusement des concessions forestières aux officiers en lieu et place de leur salaire. L'exploitation forestière illicite a connu une forte augmentation au cours de cette période. Selon un rapport de l'Environmental Investigation Agency, les exportations de bois de la Guinée-Bissau vers la Chine ont atteint 98 000 tonnes en 2014, soit l'équivalent d'environ 255 000 arbres<sup>28</sup>, et les réseaux de patronage de l'armée ont survécu.

Le double rôle de l'économie de la cocaïne, en tant que moteur d'instabilité politique et ciment du statu quo politique, est exploré ci-après à travers une analyse portant sur les 25 dernières années de trafic de cocaïne en Guinée-Bissau.

## Types de protection dans les pays de transit

Il est largement reconnu que le transit de marchandises de grande valeur par des États où la corruption est endémique fait généralement naître des économies de protection structurées.<sup>29</sup> Le type d'économie de protection qui émerge autour de ces marchés de transit de grande valeur est différent de ceux qui se développent autour des rentes criminelles à plus forte intensité de main-d'œuvre, qui apparaissent plus souvent dans les zones de production. L'extraction de minerais, la culture de stupéfiants illicites et le marché de l'exploitation forestière illicite en sont des exemples. Dans les zones de production, le soutien populaire à l'organisation qui régit la production illicite est nécessaire, et les revenus sont partagés avec une base plus large. Cela nécessite un plus grand degré de collaboration entre l'organisation qui extrait les rentes et la communauté au sens large. En Guinée-Bissau, les acteurs impliqués dans le marché de l'exploitation forestière illicite sont connus pour corrompre les dirigeants communautaires afin qu'ils soutiennent leurs activités d'exploitation forestière - une dynamique qui n'a pas été signalée sur le marché de la cocaïne.<sup>30</sup>

En revanche, dans les zones de transit, en particulier pour les économies à forte valeur ajoutée, le partage des ressources peut être beaucoup plus étroit, et le besoin d'un soutien populaire fortement dilué. Dans les zones de transit, les besoins en protection de l'économie illicite sont déterminés par trois variables clés concernant la nature du produit de base : sa valeur, sa périssabilité et les moyens de transport nécessaires. Ces facteurs sont, à leur tour, liés au volume et au rapport volume/bénéfice du produit de base. Ces variables façonnent très largement les structures de protection :

- **Valeur :** Les réseaux de protection pour les produits de grande valeur sont susceptibles de gagner les plus hauts niveaux de l'État, tandis que les produits de moindre valeur reposent souvent sur une corruption aux niveaux inférieurs et moyens des institutions de l'État.
- **Périssabilité :** Elle conditionne les schémas de transit et de stockage. Un faible degré de périssabilité permet aux plateformes de transit présentant un degré de protection particulièrement élevé de fonctionner comme des centres de stockage et de redistribution. Lorsque la périssabilité est élevée et que le stockage n'est pas possible, l'avantage comparatif de réseaux de protection stables et de haut niveau est réduit en ce qui concerne la capacité des zones à fonctionner comme des centres de stockage.
- **Exigences en matière de transport :** Lorsque le transport en gros n'est pas possible, il est moins probable qu'un réseau de protection aux plus hauts niveaux de l'État soit impliqué, car les bénéfices par cargaison sont tangiblement plus faibles. Par exemple, le trafic de marchandises illicites par l'intermédiaire de passagers aériens ne facilite pas les envois en gros et ne nécessite pas de protection au plus haut niveau de l'État. (Le trafic aérien via des avions privés, qui permet de transporter des cargaisons beaucoup plus importantes, ou lorsque le trafic est coordonné par fret aérien, est plus généralement lié à un niveau de protection plus élevé). Ainsi, bien que le trafic passant par l'aéroport international Oswaldo Vieira de Bissau soit facilité par la corruption de l'État, il est coordonné par un ensemble plus fragmenté d'acteurs criminels, dont des réseaux nigériens. Il existe, en revanche, un degré plus élevé d'implication des hauts échelons de l'État avec les acteurs opérant dans le commerce de transit en gros, où les importations se font par voie maritime et les exportations par voie maritime ou terrestre.

La nature du commerce de transit de cocaïne en gros en Guinée-Bissau (grande valeur, faible périssabilité, permettant des cargaisons importantes) contribue à la création d'accords étroits de partage des ressources et d'un petit réseau de protection structuré qui inclut les plus hautes sphères de l'État. Si un système horizontal de clientélisme relie les élites du pays, les flux verticaux de ressources vers la population sous la forme de clientélisme sont minimes et se produisent principalement au moment des élections sous la forme de petits paiements en espèces et de distributions de téléphones portables, de vêtements (teeshirts politiques) et de nourriture.<sup>31</sup>

Il n'est donc guère surprenant que la plupart des Bissau-Guinéens ne soient pas d'accord avec le qualificatif de « narco-État » largement associé à leur pays. Non seulement cette étiquette est ostensiblement péjorative, mais elle sous-entend une implication généralisée dans le commerce de stupéfiants, ternissant à tort la grande majorité des Bissau-Guinéens qui ne tirent qu'un maigre bénéfice du lucratif commerce de la cocaïne.

Photo : Dogukan Keskinilic/Anadolu Agency via Getty Images






# ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE DE LA COCAÏNE EN GUINÉE-BISSAU

Des partisans du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) avant les élections législatives, mars 2019. © SEYLOU/AFP via Getty Images





**É**tant donné que les marchés illicites de la Guinée-Bissau reposent sur les structures de l'État, il est essentiel d'identifier les arrangements de partage du pouvoir en vigueur dans le pays pour comprendre l'économie criminelle. Si la vie politique de la Guinée-Bissau est surtout connue pour ses nombreuses et brusques transitions de pouvoir, généralement à la suite d'un coup d'État, les structures politiques de protection entourant le commerce de la cocaïne restent constantes. L'évolution de l'économie de la cocaïne en Guinée-Bissau et sa relation constante avec l'élite politique et militaire soulignent cette stabilité. Elle suggère également que les changements actuels dans le partage du pouvoir entre les individus et les institutions peuvent remettre en question ces dynamiques de protection qui existent de longue date.<sup>32</sup>

## **Phase I : Aux origines de l'économie de la cocaïne (1998-2006)**

Le commerce du transit de stupéfiants en Guinée-Bissau trouve son origine dans la guerre de Guinée-Bissau de 1998, un conflit de 11 mois entre les dirigeants politiques et les militaires du pays déclenché par l'implication de l'élite dans les marchés illicites. Le pays est alors dirigé par Le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), le plus ancien parti politique de Guinée-Bissau, toujours actif aujourd'hui. Les hauts fonctionnaires de l'État bissau-guinéen, à court d'argent, s'étaient tournés vers le trafic d'armes à destination des combattants séparatistes de la Casamance, dans le sud du Sénégal, pour financer les réseaux clientélistes et la mobilisation politique.<sup>33</sup> Lorsque cette affaire est rendue publique, le Président João Bernardo Vieira limoge le Chef d'état-major des forces armées, le général Ansumane Mané, qui mobilise alors des éléments de l'armée, déclenchant la guerre de Bissau, dont Mané sort victorieux.<sup>34</sup>

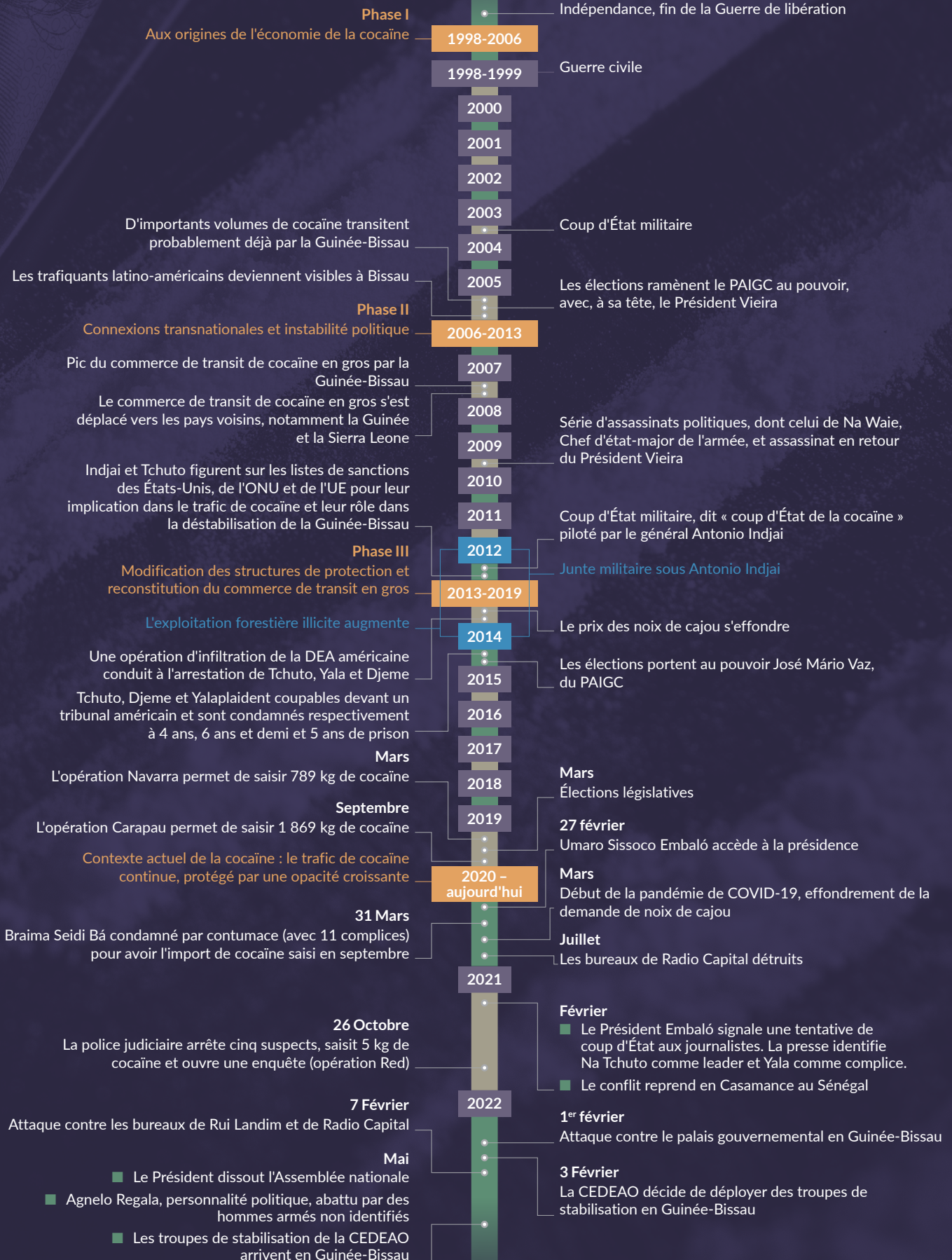
Depuis le début des années 2000, et plus particulièrement depuis le coup d'État militaire de 2003 qui met fin à la brève période de gouvernement civil de l'après-guerre, le commerce de cocaïne est une source importante de rentes illicites pour l'élite politique bissau-guinéenne. Le commerce du transit de cocaïne s'intensifie après le coup d'État, des volumes importants transitant par le pays au début de 2005.<sup>35</sup> Lors des élections de 2005, qui ramène le PAIGC au pouvoir avec, à sa tête, le Président Vieira, la protection militaire et politique du commerce englobe les plus hauts échelons de l'Etat.<sup>36</sup>

Parallèlement à la matrice politico-militaire, deux autres groupes d'acteurs puissants apparaissent au cours de cette période. Tout d'abord, un ensemble de trafiquants latino-américains, colombiens pour la plupart, mais aussi vénézuéliens.<sup>37</sup> Ces groupes émergent en Guinée-Bissau dans les mois qui suivent l'élection de 2005, se faisant remarquer par leur goût pour les voitures tape à l'oeil.<sup>38</sup> Dans l'année qui suit les

# ÉVOLUTION DU TRAFIC DE COCAÏNE EN GUINÉE-BISSAU

## FAITS MARQUANTS DANS LES ÉCONOMIES ILLICITES

## FAITS MARQUANTS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

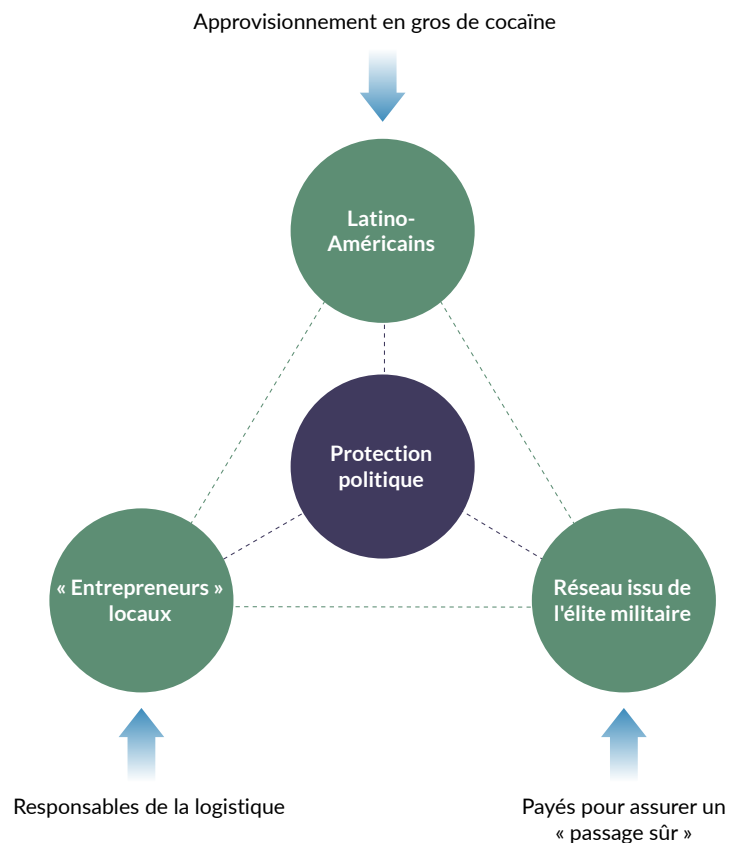




élections, des personnes proches à l'époque de l'économie du trafic suggèrent que trois cellules latino-américaines opéraient en Guinée-Bissau, chacune étant protégée par l'armée contre paiement.<sup>39</sup>

On assiste par ailleurs à l'émergence d'un certain nombre d'entrepreneurs criminels régionaux qui servent d'intermédiaires entre les trafiquants latino-américains et les structures de protection étatiques dans la région. Il s'agit généralement d'hommes d'affaires ayant séjourné en Europe, où ils ont tissé des liens avec les trafiquants de drogue.<sup>40</sup> Une personnalité de premier plan, Braima Seidi Bá, noue des liens avec des trafiquants latino-américains alors qu'il vit en Espagne et au Portugal. M. Bá est condamné par contumace par les tribunaux bissau-guinéens en 2020 pour trafic de stupéfiants. Il fuit ensuite le pays et continuerait d'opérer à l'étranger. La condamnation de M. Bá a été annulée en juin 2022 par la Cour suprême, au moment où nous mettions ce rapport sous presse. Cette décision fera l'objet d'un examen plus approfondi dans une prochaine publication de la GI-TOC.<sup>41</sup>

Ces groupes d'acteurs forment les trois points de l'écosystème triangulaire de la cocaïne en Guinée-Bissau (voir figure 2). Les relations entre ces acteurs sont tendues et dynamiques, mais conservent une certaine stabilité dans le temps. Cependant, les tentatives de l'élite politico-militaire pour contrôler le marché, au lieu de simplement protéger les flux de transit en échange d'une redevance, sont un facteur important dans le déclenchement des cycles de conflit en Guinée-Bissau.<sup>42</sup>



**FIGURE 2** Triangle des acteurs clés en Guinée-Bissau.

SOURCE : Mark Shaw, *Drug trafficking in Guinea-Bissau, 1998-2014: The evolution of an elite protection network*, *Journal of Modern African Studies*, 53, 3, 347.

## Phase II : Connexions transnationales et instabilité politique (2006-2013)

En 2006, les bases d'une expansion future du commerce étaient constituées, le trafic de cocaïne via la Guinée-Bissau atteignant son apogée en 2007.

Des militaires de haut rang avaient jusqu'alors consolidé leur contrôle sur le commerce de transit en gros, s'appropriant une part importante des bénéfices, entre 13 et 15 %.<sup>43</sup> L'implication de l'État dans le commerce de cocaïne se fait de plus en plus flagrante. Si, au départ, par exemple, le trafic de cocaïne par voie aérienne à destination et en provenance du pays emprunte des pistes clandestines, au cours de cette période, il commence à transiter par les principaux aéroports internationaux.<sup>44</sup>

Le rôle des entrepreneurs criminels locaux, de plus en plus actifs dans les négociations avec les trafiquants européens pour la vente de stupéfiants, mais aussi dans l'organisation du transport de plus petites quantités de stupéfiants en provenance de Guinée-Bissau, s'élargit. Des cargaisons importantes sont acheminées vers la Guinée-Bissau et les pays côtiers voisins, stockées sous protection militaire, puis fractionnées en cargaisons plus petites pour être acheminées vers les marchés finaux par des passeurs locaux.<sup>45</sup>

Entre-temps, les trafiquants latino-américains deviennent un élément majeur de Bissau.<sup>46</sup> Bien qu'ils soient présents dans toute l'Afrique de l'Ouest, la protection offerte par les plus hautes sphères du gouvernement fait de la Guinée-Bissau une plateforme d'opération centrale pour eux.<sup>47</sup>

Tout cela change en 2007, année qui marque la fin du commerce de transit en gros. Des informations solides suggèrent que les militaires commencent à voler les trafiquants latino-américains à ce moment-là, ce qui les incite à déplacer leurs opérations dans les États voisins.<sup>48</sup> La confiance ainsi sapée, l'armée perd de son emprise sur le marché à la faveur d'intermédiaires régionaux, dont Braïma Seidi Bá, et d'une série d'opérateurs de moindre envergure, dont des Bissau-Guinéens, des Sénégalais et des Nigériens.<sup>49</sup>

La fin du commerce de transit en gros réduit considérablement les bénéfices pour l'armée. Cette situation alimente des tensions politiques plus larges au sein de l'élite, qui dégénèrent en une série d'assassinats de premier plan, avec notamment le meurtre du Chef d'état-major militaire Na Waïe et l'assassinat en retour du Président Vieira en 2009.<sup>50</sup>

Une série de dirigeants civils faibles, qui gouvernent sous la houlette de l'armée, prennent la suite de Vieira après son assassinat. Bien que les opérations se fassent plus discrètes, les accusations de trafic de stupéfiants sont toujours présentes dans le débat public, l'argent du trafic de drogue reste visible à Bissau (voitures tape-à-l'œil et maisons nouvellement rénovées des figures de l'armée), et l'image de « narco-État » de la Guinée-Bissau se renforce à l'international.<sup>51</sup>

La concurrence pour le contrôle du commerce de la cocaïne aurait été un facteur important dans la prise de pouvoir de l'armée en 2012 sous la direction d'Antonio Indjai, qualifiée de « coup d'État de la cocaïne » par certains commentateurs et figures de la société civile.<sup>52</sup> Une fois au pouvoir, privés d'autres sources de revenus par les sanctions internationales et désireux de tirer un meilleur profit du trafic de cocaïne, les militaires sont piégés par une opération d'infiltration de la Drug Enforcement Administration (Administration en charge de la répression des stupéfiants), américaine.<sup>53</sup> Le point culminant de l'opération en 2013 donne lieu à plusieurs arrestations, dont celle du contre-amiral José Américo Bubo Na Tchuto, effraie les trafiquants et se traduit par une nouvelle baisse du volume de cocaïne transitant par la Guinée-Bissau.



## Phase III : Modification des structures de protection et reconstitution du commerce de transit en gros (2013-2019)

L'élection de José Mário Vaz à la présidence en 2014 est d'abord perçue comme le début d'une nouvelle ère dans la politique du pays.<sup>54</sup> Beaucoup espèrent que le nouveau gouvernement réformateur du Premier Ministre Domingos Simões Pereira mettra en œuvre des politiques qui profitent aux citoyens bissau-guinéens, longtemps méfiants quant à la capacité du gouvernement à tenir ses promesses. Ces espoirs sont rapidement déçus car des conflits au sein du PAIGC conduisent au limogeage de Pereira en 2015, à la quasi-paralysie du gouvernement et à l'éclatement du PAIGC. En 2018, ce groupe dissident forme un nouveau parti politique, le Mouvement pour l'alternative démocratique (MADEM - G15), qui prend le pouvoir en 2020.

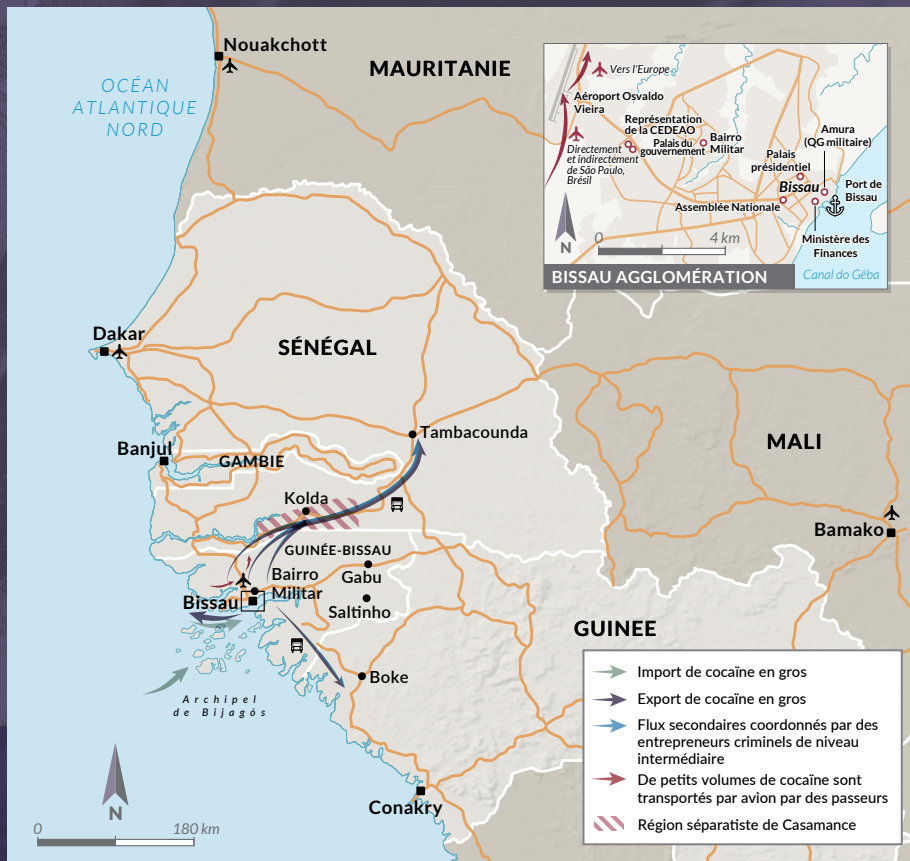
Au cours de cette période, le système de protection du trafic de cocaïne évolue. L'emprise de l'armée sur le commerce s'affaiblit un peu plus et un réseau plus complexe d'acteurs militaires et civils se forme, au sein du système de justice pénale notamment, pour protéger le commerce. Les militaires restent des rouages essentiels du réseau de protection de la cocaïne, mais les entrepreneurs criminels régionaux jouent un rôle plus important dans la coordination du commerce.

La coordination du trafic semble se consolider entre les mains de deux opérateurs criminels « hommes d'affaires » : Braima Seidi Bá, homme d'affaires bissau-guinéen, et une personnalité politique de premier plan de l'administration actuelle (qui ne peut être nommée). Si les cartels latino-américains conservent une présence à Bissau, ils restent discrets, préférant loger dans des maisons plutôt que dans des hôtels, et en dehors de Bissau.<sup>55</sup>

L'absence de saisies entre 2015 et 2018 donne lieu à de nombreuses spéculations selon lesquelles la Guinée-Bissau ne serait plus un point de transit important dans le trafic international de cocaïne. Toutefois, deux saisies exceptionnelles en 2019 (869 kilogrammes en mars et 1 869 kilogrammes en septembre) contredisent cette théorie. Il semble bien plus probable que le trafic via la Guinée-Bissau se soit poursuivi pendant toute cette période, sans que les forces de l'ordre n'interviennent.

Les saisies réussies de 2019 par la police judiciaire et les peines sévères prononcées par les tribunaux à l'encontre des acteurs à qui appartenaient ces deux cargaisons sont largement perçues par la communauté internationale comme les signes d'une « nouvelle ère d'efforts antidrogue », caractérisée par un système de justice pénale désormais efficace.<sup>56</sup>

## Principaux flux de cocaïne transitant par la Guinée-Bissau



**FIGURE 3** Principaux flux de cocaïne transitant par la Guinée-Bissau.

**Flux de cocaïne en gros :** ils entrent en Guinée-Bissau par la mer, soit par le port de Bissau, soit, plus souvent, par les nombreux points d'entrée informels situés le long de la côte. Reffet de sa vulnérabilité chronique, l'archipel de Bijagós a été le point d'entrée des deux cargaisons importées saisies en 2019. Ce flux est largement contrôlé par un nombre limité d'entrepreneurs criminels de haut vol qui tirent parti de leurs relations avec hommes politiques et certains membres de l'armée. Ces acteurs sont en contact avec les fournisseurs d'Amérique latine et des individus des pays voisins d'Afrique de l'Ouest.<sup>57</sup> Les livraisons de stupéfiants en gros transitent principalement par voie terrestre depuis la Guinée-Bissau. Les 789 kilogrammes de drogue, probablement destinés au Mali via le Sénégal, saisis dans un camion en mars 2019 est un exemple de ce flux de transit de stupéfiants en gros. Certains produits en gros sont également réexportés par voie maritime. Les deux principaux itinéraires terrestres pour le trafic de cocaïne au départ de la Guinée-Bissau sont la route côtière par le Sénégal vers la Mauritanie, et la route qui passe par le Mali, la Mauritanie et l'intérieur des terres pour gagner le Moyen-Orient.<sup>58</sup> Ces deux itinéraires traversent la Casamance, au sud du Sénégal, et passent par Tambacounda, la plus grande ville de l'est du Sénégal, qui se trouve au carrefour de grands axes qui relient le Mali, le Sénégal et la Guinée-Bissau.

**Flux secondaires coordonnés par des entrepreneurs criminels de niveau intermédiaire :** Ces acteurs s'approvisionnent auprès des fournisseurs en gros, puis transfèrent de plus petites quantités vers le nord. Les entrepreneurs criminels sont originaires de plusieurs pays de la région, mais aussi d'Europe (principalement des Pays-Bas,

du Portugal et d'Espagne). Plusieurs personnes de ce réseau peuvent avoir des passeports bissau-guinéens et européens. Pour alimenter ce réseau, les stupéfiants sont stockés en Guinée-Bissau, puis fragmentés en plus petites quantités pour continuer leur voyage, souvent via l'itinéraire qui passe par le Sénégal/Mali-Mauritanie. En témoigne le flux régulier de saisies de faible volume sur la principale route terrestre qui relie la Guinée-Bissau au sud du Sénégal.

**De petits volumes de stupéfiants sont transportés par avion par des passeurs :** La cocaïne est transportée en petites quantités vers la Guinée-Bissau et puis vers l'Europe par des passagers aériens. Il existe trois principaux itinéraires aériens, tout au départ de Sao Paulo, au Brésil.<sup>59</sup> Le premier transite par Lisbonne (où les passeurs ne sont pas fouillés en correspondance ou transmettent leur chargement à un autre passeur) pour gagner Bissau.<sup>60</sup> Dans le second cas, la cocaïne est trafiquée de São Paulo à Bissau et, quelques jours plus tard, à Lisbonne. Sur le troisième itinéraire, dont la popularité a quelque peu diminué depuis 2019, les trafiquants s'appuient sur la liaison de Royal Air Maroc entre São Paulo et Bissau, via Casablanca. Une fois en Guinée-Bissau, la cocaïne peut être transférée par voie terrestre, puis par bateau comme indiqué ci-dessus, vers d'autres endroits de la région avant d'être transférée vers l'Europe ou ailleurs. Les données des saisies de 2019-2020 ont mis en évidence un itinéraire supplémentaire emprunté par des ressortissants bissau-guinéens qui se rendent en voiture à l'aéroport international de Banjul, en Gambie, où ils ingèrent la cocaïne avant de prendre l'avion pour Las Palmas, aux îles Canaries. Les itinéraires sont régulièrement adaptés afin de pouvoir échapper aux forces de l'ordre.






# CLIMAT ACTUEL AUTOUR DE LA COCAÏNE

UN TRAFIC DE PLUS EN  
PLUS OPAQUE

© TLF Images/Shutterstock



L'arrivée au pouvoir du Président Umaro Sissoco Embaló en février 2020, suite à sa victoire électorale remportée grâce à l'appui de l'armée, qualifiée de « coup d'État » par ses détracteurs, marque le début d'une nouvelle phase dans l'économie de la drogue du pays.<sup>61</sup> Parallèlement à la nouvelle administration, un certain nombre de personnalités de l'establishment politique et militaire bissau-guinéen ayant des liens de longue date avec le trafic de cocaïne, y compris un certain nombre d'individus figurant sur les listes de sanctions des Nations Unies et des États-Unis, font leur retour sur le devant de la scène.<sup>62</sup>

L'investiture du Président est précédée par l'occupation d'une série de bâtiments gouvernementaux par l'armée, marquant la fin d'une période de six ans (sans précédent depuis l'indépendance du pays) de non-ingérence de l'armée dans les événements politiques.<sup>63</sup> Si certains analystes ont craint un retour à la dynamique antérieure d'une armée interventionniste, le pays est en fait confronté à une période de profonde mutation dans l'équilibre des pouvoirs entre les institutions du pays.

Le mandat de l'administration, qui prend le pouvoir en février 2020, est caractérisé par une concentration croissante du pouvoir entre les mains du Président, des tensions entre le Président et l'armée et une instabilité politique croissante. Cette instabilité atteint son paroxysme lors de l'attaque du palais gouvernemental en février 2022, dont nous parlerons plus loin.

L'accélération marquée de la politisation de l'infrastructure de justice pénale s'accompagne d'une diminution de l'attention portée au trafic de cocaïne et d'un écart croissant entre la rhétorique et la pratique en ce qui concerne les réponses au commerce de stupéfiants. Ces changements interviennent dans une opacité croissante, dans un contexte de rétrécissement de l'espace de liberté d'expression et de critique de la société civile.

Bien que de nombreuses parties prenantes déplorent souvent l'enlisement apparent de la Guinée-Bissau, l'équilibre traditionnel des pouvoirs entre l'État et les institutions de sécurité, les relations de l'élite avec la société civile et le contexte géopolitique dans lequel la Guinée-Bissau et les acteurs internationaux opèrent est en train d'évoluer. Si ces changements se concrétisent, ils pourraient avoir des effets durables sur le partage du pouvoir dans le pays et sur les marchés de la cocaïne.



## Centralisation du pouvoir au sein du bureau du Président : un isolement croissant

Les mesures prises par Embaló pour consolider son pouvoir ont alimenté un clivage au sein du gouvernement, ce qui a eu des répercussions sur ses relations avec la puissante armée. La détérioration des relations entre le Président et certaines puissantes factions de l'armée constitue la toile de fond des événements actuellement en cours en Guinée-Bissau. La tentative de coup d'État de février 2022 et la mobilisation de troupes de stabilisation par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui s'en est suivie sont les plus importants.



**Affaibli : le Premier Ministre Nuno Gomes Nabiam** *seyllou/AFP via Getty Images*

Les mesures présidentielles visant à centraliser le pouvoir ont provoqué des tensions avec les partis politiques proches d'Embaló. Le parti Partido da Renovação Social (Parti du renouveau social) a notamment été exclu du cabinet Embaló du 10 juin, laissant présager une rupture des relations. L'antagonisme croissant entre le Président et Braima Camara, chef du parti MADEM-G15, qui a soutenu la candidature d'Embaló à la présidence en 2019, pourrait signaler un schisme à venir, qui laisserait le Président isolé dans le paysage politique du pays.<sup>64</sup>

L'affaiblissement répété du pouvoir du Premier Ministre, Nuno Gomes Nabiam, a été un élément central de la stratégie de centralisation du pouvoir adoptée par le Président. Le Président a notamment nommé Soares Sambu, un allié, au poste de « vice-Premier Ministre », fonction nouvellement créée et inconstitutionnelle. Le Président a également agi de manière répétée en tant que Chef du Conseil des ministres, dont la responsabilité incombe au Premier Ministre en vertu de la Constitution, sauf dans des circonstances exceptionnelles.<sup>65</sup>

À ce jour, Embaló reste très dépendant de Nabiam, en grande partie en raison des liens ethniques étroits qui l'unissent à la hiérarchie militaire dominante qui est d'ethnie balanta.<sup>66</sup> Toutefois, cette dépendance pourrait s'estomper car le Président a pris des mesures pour renverser la mainmise des Balanta sur le pouvoir militaire, intacte depuis l'indépendance. Il a ainsi envoyé un grand nombre de nouveaux soldats peuls suivre des formations en République démocratique du Congo, en Turquie et en Israël, et les a intégrés dans les forces armées.<sup>67</sup> Cette situation a alimenté une distance croissante entre le Président et certains éléments de la hiérarchie militaire, des rapports indiquant que certains hauts gradés n'ont pas rencontré le Président pendant de longues périodes.<sup>68</sup>

Les éléments de l'armée balanta, de plus en plus aliénés, ont déjà déclaré que si Nabiam était démis de ses fonctions de Premier Ministre, Embaló « l'accompagnerait ». <sup>69</sup> Ces déclarations, qui ont mis en évidence la vulnérabilité et l'isolement potentiels du Président, alimentent depuis début 2021 les craintes d'un coup d'État imminent parmi les acteurs bissau-guinéens.

En février 2021, le Président a semblé attiser ces craintes en signalant à la presse une tentative de coup d'État. Bubo Na Tchuto, ancien chef de la marine, a été identifié comme le meneur par les journalistes, et Tchamy Yala comme son complice.<sup>70</sup> (Tchuto et Yala ont été condamnés par un tribunal de New York pour trafic de stupéfiants à la suite de l'opération d'infiltration de la DEA en 2013.) Les déclarations du Président Embaló n'ont donné lieu à aucune arrestation, et la nature ou la véracité de la tentative de coup d'État présumée reste incertaine.<sup>71</sup>

Selon les comptes-rendus officiels, les craintes d'un coup d'État se sont concrétisées un an plus tard, le 1<sup>er</sup> février 2022, lorsque le palais gouvernemental a été attaqué par des hommes lourdement armés, ce qui a donné lieu à cinq heures d'échanges de coups de feu nourris.<sup>72</sup> L'assaut a finalement été repoussé et qualifié de tentative de coup d'État ratée par le gouvernement. Onze personnes ont été tuées dans l'attaque (un chiffre faible selon les experts en sécurité, compte tenu de la durée et de l'intensité de la fusillade).

Dans les déclarations à la presse faites immédiatement après l'attaque ratée, M. Embaló est apparu aux côtés de M. Nabiam dans une démonstration d'unité visant à

démentir toute tension croissante entre les deux hommes. Il a rapidement lié l'incident au commerce de la cocaïne dans le pays, en déclarant : « certains individus impliqués dans cet acte lâche et barbare faisaient déjà l'objet d'une enquête pour trafic de stupéfiants ». <sup>73</sup> L'arrestation d'un certain nombre d'hommes, dont Tchuto, semble souligner ce lien. <sup>74</sup> Au moins sept hommes ont été arrêtés en relation avec l'attaque, mais trois d'entre eux ont été relâchés au début du mois d'avril. <sup>75</sup>

De nombreux acteurs nationaux, y compris des personnalités politiques, des membres de la société civile et d'anciens fonctionnaires, restent sceptiques quant à la nature de l'attaque de février. Certains ont suggéré qu'il s'agissait d'une mise en scène de l'administration actuelle rallier le soutien du public. <sup>76</sup> Le faible nombre de victimes, compte tenu de l'ampleur des combats à l'arme lourde, la décision apparemment soudaine de mettre fin à l'attaque et la fuite mystérieuse des assaillants dans les rues désertes de Bissau ont été cités comme autant de faits étranges qui jettent le doute sur les récits officiels. Le caractère non concluant des enquêtes officielles en cours à ce jour n'a pas permis de dissiper ces doutes.

Parmi ceux qui pensent qu'il s'agit d'une véritable tentative de coup d'État, les regards se sont rapidement tournés vers l'armée, suspect logique compte tenu du passé mouvementé du pays et du rôle prépondérant de l'armée dans les précédents coups d'État. Les soupçons ont été alimentés par l'absence « déconcertante » de réaction de la part des casernes militaires, situées à seulement 300 mètres du palais gouvernemental, comme l'a souligné le chef de l'opposition du PAIGC, Domingos Simões Pereira, dans ses déclarations aux médias internationaux. <sup>77</sup>

En réponse peut-être à ces allégations tacites, Nabiam a déclaré publiquement le 17 février qu'aucun membre actif des forces armées du pays n'était complice de l'attaque. <sup>78</sup> Différentes sources proches de l'enquête à Bissau rapportent cependant que des

membres de la hiérarchie militaire, à une exception près, étaient au courant du projet d'attaque et avaient accepté de ne pas intervenir. <sup>79</sup> (Cette exception serait Biague N'tam, chef des forces armées, qui, au moment de l'attaque, se trouvait en Espagne pour y recevoir un traitement médical. N'tam est connu pour sa conviction que l'armée ne doit pas s'immiscer dans la politique.)

Selon ces sources, les assaillants parlaient le wolof, l'une des langues nationales du Sénégal, et seraient membres du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), un groupe rebelle séparatiste opérant dans la région de Casamance, juste au nord de la frontière sénégalaise avec la Guinée-Bissau. La Casamance, qui fait partie avec la Guinée-Bissau du contexte conflictuel de la Ségambie, est en proie à une insurrection de faible intensité depuis le milieu des années 1980. Les rebelles, qui poursuivent un programme séparatiste, utilisent depuis longtemps la Guinée-Bissau comme refuge des forces sénégalaises.

En février 2021, le Président Embaló a autorisé les troupes sénégalaises à poursuivre les rebelles séparatistes casamançais sur le territoire bissau-guinéen. Les combats entre les forces sénégalaises et les rebelles casamançais ont alors repris, rompant une trêve précaire qui prévalait depuis plusieurs années. <sup>80</sup> La décision d'Embaló a déclenché une levée de boucliers parmi certains éléments de la hiérarchie militaire balanta, qui ont fait valoir qu'elle empiétait sur la souveraineté nationale. Le conflit de Casamance ne s'est pas calmé depuis février. Les troupes sénégalaises ont lancé une offensive en mars 2022, qui a causé le déplacement de milliers de personnes vers la Gambie voisine. <sup>81</sup>

Si les informations selon lesquelles les assaillants du palais gouvernemental étaient des rebelles casamançais sont exactes, l'incident serait étroitement lié au soutien apporté par Embaló à l'État sénégalais dans le conflit casamançais, ainsi qu'aux tensions entre le Président et les militaires.

## Déploiement de troupes de maintien de la paix de la CEDEAO

Suite à l'incident de février, la CEDEAO a décidé de redéployer une force de stabilisation en Guinée-Bissau. <sup>82</sup> Annoncée le 3 février, cette décision est intervenue à peine 18 mois après que la CEDEAO a accepté de retirer sa précédente force de stabilisation, la mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau (ECOMIB), à la demande

d'Embaló. Ce retrait, qui s'est accompagné de la fermeture du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau le 31 décembre 2020, a mis fin à plus de 20 ans de présence pour le maintien de la paix dans le pays. <sup>83</sup> Rétrospectivement, les retraits n'ont été que de courte durée.



*La volonté de la CEDEAO de redéployer des troupes de stabilisation résulte vraisemblablement de préoccupations aiguës concernant le nombre croissant de coups d'État dans la région.*

La volonté de la CEDEAO de redéployer des troupes de stabilisation résulte vraisemblablement de préoccupations aiguës concernant le nombre croissant de coups d'État dans la région. Elle a aussi été vraisemblablement facilitée par les relations étroites qu'entretient Embaló avec les chefs d'État au sein du Conseil des ministres de la CEDEAO.<sup>84</sup> Il entretient des relations particulièrement étroites avec Muhammadu Buhari, Président du Nigeria, et Macky Sall, Président du Sénégal, qui sont tous deux peuls comme Embaló et sont des acteurs dominants du bloc. Cette proximité est sans précédent pour les dirigeants bissau-guinéens et semble protéger M. Embaló des critiques concernant ses efforts pour centraliser le pouvoir au sein de la Présidence.

L'alliance de longue date entre Embaló et Sall est à l'origine d'un enchevêtrement d'intérêts nationaux sans précédent. Elle se traduit notamment par l'octroi controversé au Sénégal de droits d'exploration pétrolière au large des côtes bissau-guinéennes,<sup>85</sup> et par l'autorisation présidentielle donnée aux troupes sénégalaises de poursuivre les rebelles séparatistes casamançais sur le territoire bissau-guinéen, citée plus haut.<sup>86</sup> Les troupes de stabilisation déployées en Guinée-Bissau, comme celles actuellement présentes en Gambie, sont majoritairement sénégalaises.

Ce déploiement renforce considérablement la position du Président dans le pays, en créant un tampon contre l'armée bissau-guinéenne et en dissuadant potentiellement les éléments balanta de l'armée d'entreprendre des actions visant à renverser le Président.<sup>87</sup> L'armée bissau-guinéenne a par le passé pris des mesures pour écarter les menaces à son influence dans le pays. Le déploiement en 2011 d'une force de 270 conseillers militaires angolais, la mission militaire angolaise en Guinée-Bissau (MISSANG), a contribué à la prise de pouvoir par l'armée en avril 2012.<sup>88</sup>

La décision de déployer des troupes de stabilisation de la CEDEAO a été fortement critiquée par les acteurs politiques, militaires et de la société civile en Guinée-Bissau, beaucoup d'entre eux jugeant le déploiement inconstitutionnel.<sup>89</sup> Le 4 février, au lendemain de la décision de la CEDEAO au sommet d'Accra, une réunion du Conseil supérieur de la défense rassemblant des personnalités militaires de haut rang se serait conclue par une décision majoritaire de rejeter le retour des troupes de l'ECOMIB.<sup>90</sup> Cette initiative n'a pas non plus l'adhésion de la société civile. Maître Fodé Mane, avocat en Guinée-Bissau, a



En mai, quelques jours avant l'arrivée des troupes de la CEDEAO, le Président Embaló a dissous l'Assemblée nationale.

© Issouf Sanogo/AFP via Getty Images

déclaré : « Les membres de la société civile bissau-guinéenne, dont je fais partie, ne voient pas cette mission d'un bon œil. Personne ici ne croit que cette force de stabilisation résoudra nos problèmes. »<sup>91</sup> Des représentants de l'Assemblée nationale ont qualifié la mission de la CEDEAO de « troupes d'occupation » et ont contesté la légalité du déploiement étant donné l'absence de consultation et d'accord préalables de l'Assemblée.<sup>92</sup>

Le 13 mai, quatre jours avant l'arrivée officielle des troupes de la CEDEAO en Guinée-Bissau, le Président Embaló a dissous l'Assemblée nationale.<sup>93</sup> La déclaration présidentielle attribue la dissolution au fait que « la dixième législature a transformé l'Assemblée nationale populaire en un espace de guérilla politique, de conspiration. De nombreux députés se sont obstinés à conjuguer leurs efforts pour affaiblir les institutions de la République au lieu de tout faire pour les renforcer ». <sup>94</sup> Toutefois, le moment choisi pour cette démarche suggère un lien avec la résistance de l'Assemblée nationale au déploiement des troupes de la CEDEAO et avec le processus de révision constitutionnelle engagée par le Président, largement perçue comme contraire aux lois.<sup>95</sup> La dissolution a amoindri plus encore les contrôles déjà limités et réduits du pouvoir présidentiel en Guinée-Bissau,

fragilisant encore davantage le paysage politique à l'approche des élections de décembre 2022.

L'instabilité politique croissante s'est traduite par une augmentation de la violence à l'encontre des opposants. Le 7 mai, des assaillants non identifiés ont blessé par balle Agnelo Regala, parlementaire et Président du parti politique d'opposition União para a Mudança, devant sa résidence à Bissau. M. Regala avait ouvertement critiqué le déploiement des troupes de la CEDEAO dans le pays. Dans ses déclarations à la presse à la suite de l'attaque, M. Regala a noté la présence de « puissances internationales dans la gouvernance de notre pays ». Les déclarations de M. Regala ont été largement perçues comme une critique de l'administration actuelle.<sup>96</sup>

La tentative à l'encontre de M. Regala, acteur politique très respecté et ouvert historiquement au dialogue interpartite, n'est que la dernière attaque en date contre les critiques de l'administration actuelle qu'ils soient issus de la scène politique ou de la société civile. L'espace pour critiquer le gouvernement s'est considérablement réduit depuis le début de l'année 2020,<sup>97</sup> et plus particulièrement depuis l'attentat de février 2022, qui a entraîné une escalade des attaques contre les détracteurs du gouvernement.<sup>98</sup>

## La politisation de la justice pénale affaiblit la lutte contre le trafic de cocaïne

Le Président Embaló a déclaré publiquement aux médias internationaux que son investiture avait « clos un chapitre » de l'histoire de la Guinée-Bissau, en référence au rôle de longue date du pays comme plaque tournante

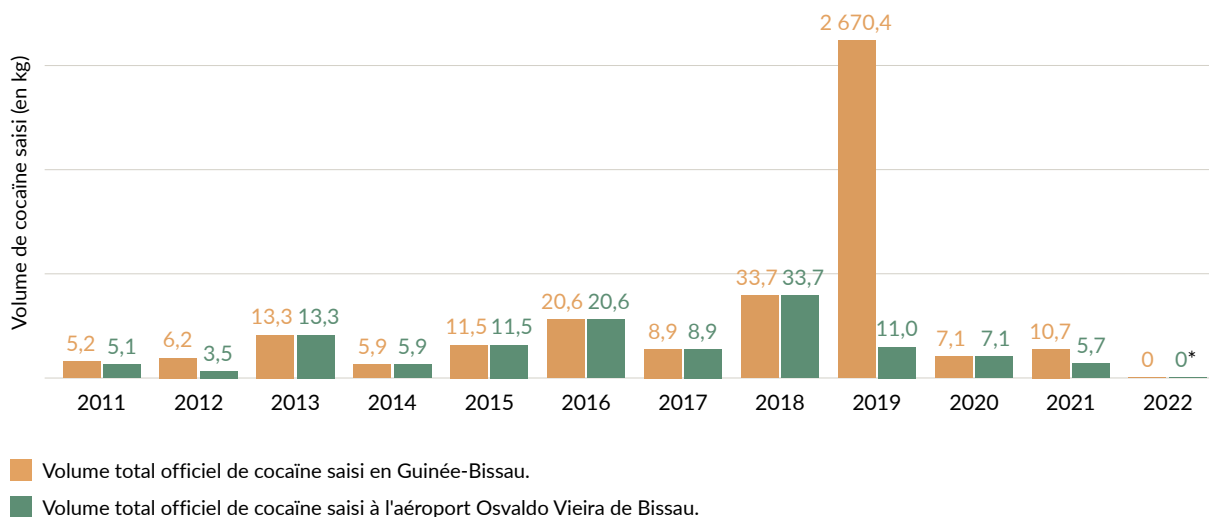
du trafic de cocaïne.<sup>99</sup> L'entrée en fonction d'Embaló s'est en effet accompagnée d'une forte baisse du volume de cocaïne saisi en Guinée-Bissau. Les quantités de cocaïne saisies en 2020 et 2021 (environ 7 kg et 10 kg,



Des paquets de cocaïne saisis sont exposés dans un poste de police à Bissau, 2012.

© Issouf Sanogo/AFP via Getty Images





**FIGURE 4** Saisies de cocaïne en Guinée-Bissau, 2011-2022.

REMARQUE : Une saisie mineure a été enregistrée en 2022, mais le volume exact n'est pas connu.

respectivement) sont les plus faibles enregistrées ces cinq dernières années. Au 30 juin 2022, une seule saisie de cocaïne a été signalée cette année-là.

L'absence de saisies ne signifie pas à elle seule que le trafic de cocaïne a réellement diminué. De nombreuses sources bien placées font au contraire état d'une augmentation du trafic de cocaïne au cours de cette période. Ruth Monteiro, ancienne ministre bissau-guinéenne de la Justice, a par exemple parlé d'une « montée en puissance » de ce commerce depuis le début de l'année 2020.<sup>100</sup> Les renseignements fournis les forces de l'ordre nationales et internationales témoignent d'une arrivée continue et croissante dans les eaux territoriales bissau-guinéennes de cocaïne transportée par de grands vaisseaux puis transbordée sur des navires plus petits pour être déchargée le long de la côte.<sup>101</sup> À noter que deux des indicateurs de l'Indice des États fragiles, à savoir ceux relatifs à la légitimité de l'État et aux services publics, témoignent d'une nette augmentation de la fragilité du pays depuis 2020.<sup>102</sup>

Les parties prenantes proches des enquêtes sur les saisies de cocaïne dans les eaux territoriales et les ports des pays voisins, notamment le Sénégal et la Gambie, ont indiqué de manière répétée que les cargaisons avaient pour destination la Guinée-Bissau.<sup>103</sup> On pense par exemple que les 2 026 kilogrammes de cocaïne saisis sur le navire *La Rosa* au large de Dakar en octobre 2021 étaient destinés à la Guinée-Bissau.<sup>104</sup>

Les données relatives aux saisies doivent être traitées avec prudence en tant que mesure pour analyser les dynamiques sous-jacentes du trafic. Ainsi, la baisse marquée des saisies en Guinée-Bissau depuis le début de l'année 2020 semble étroitement liée au recul drastique des libertés opérationnelles au sein du système pénal, dont fait partie la police judiciaire, plutôt qu'à une diminution du trafic de cocaïne en Guinée-Bissau.

Bien que l'influence politique sur la justice pénale en Guinée-Bissau ne soit pas un phénomène nouveau elle s'est accélérée depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel au début de l'année 2020.<sup>105</sup> Les commentateurs de la société civile et les agents du système pénal en Guinée-Bissau ont souligné qu'il s'agissait d'une tendance préoccupante. Basílio Sanca, Président de l'Ordre des avocats, s'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture de l'Année judiciaire en février 2021, a ainsi souligné l'influence croissante de la politique sur le système judiciaire bissau-guinéen, tenant le ministère public et la Cour suprême particulièrement responsables de l'« énorme » affaiblissement de l'État de droit dans le pays. (Quelques jours seulement après les commentaires de Sanca, le Président Embaló a réagi en ordonnant l'expulsion de l'Ordre des avocats de son siège situé à côté du palais de la République.)<sup>106</sup>

## Changements dans le triangle des acteurs clés ?

Braïma Seidí Bá, qui est probablement l'entrepreneur criminel le plus célèbre de Guinée-Bissau, a fui le pays en mars 2020 suite à sa condamnation par contumace par les tribunaux de Guinée-Bissau pour trafic de stupéfiants, en lien avec l'importation de 1 869 kilogrammes de cocaïne, saisis dans le cadre de l'opération Navarra en septembre 2019.<sup>107</sup> Bá résiderait à Sénégal, une région touristique de la Gambie proche de Banjul.<sup>108</sup> Curieusement, le déménagement de Bá semble s'être produit alors que la Gambie joue un rôle de plus en plus important dans l'écosystème sous-régional du trafic de cocaïne.<sup>109</sup>

Le retrait partiel de Bá de la scène bissau-guinéenne a pu laisser un vide sur le marché, que d'autres acteurs ont comblé. Cela ne veut pas dire que Bá a cessé ses activités, ce qui est peu probable, mais qu'il semble jouer un rôle moins important à Bissau. Certaines sources réfutent cela et affirment que Bá se rend régulièrement en Guinée-Bissau et qu'il continue à jouer un rôle majeur dans les dynamiques de coordination du pays. L'acquiescement de Bá par la Cour suprême en juin 2022 pourrait bien annoncer son retour sur le devant de la scène en Guinée-Bissau.

Quoi qu'il en soit, la police judiciaire a recueilli des preuves concernant un autre groupe en négociation directe avec des réseaux en Amérique latine. Ce réseau s'est servi d'avions privés pour se rendre en Amérique latine, apparemment pour négocier avec des fournisseurs de cocaïne.<sup>110</sup> Des fonctionnaires étrangers bien informés associent ce nouveau groupe à des éléments de l'armée.<sup>111</sup> Si c'est le cas, cela indiquerait que les militaires cherchent à supprimer les « intermédiaires » entre eux et les cartels latino-américains, habituellement les entrepreneurs criminels régionaux identifiés dans le triangle ci-dessus. Ce ne serait pas la première fois que des acteurs militaires, probablement en quête de profits plus importants, cherchent à passer du rôle de protecteurs du commerce de cocaïne à celui de coordinateurs directs.<sup>112</sup>

Les fonctions de contrôle et de coordination des économies illicites et de protection de leurs opérations sont presque toujours distinctes.<sup>113</sup> Elles forment les deux axes des économies de protection, dans le cadre desquelles la sécurité s'achète.<sup>114</sup> Si l'armée venait à s'engager dans la coordination directe du trafic, cette distinction pourrait s'estomper, bien que les rôles de contrôle et de protection puissent être remplis par différents éléments de l'armée.

D'autres acteurs, bien placés et auparavant moins impliqués dans le marché du trafic de cocaïne, semblent également avoir profité du vide laissé par le départ de Bá. Il s'agit notamment d'acteurs politiques de haut rang qui se sont tournés vers le commerce de cocaïne car les autres sources de revenus se sont raréfiées.



Braïma Seidí Bá a été condamné par un tribunal régional pour son implication dans un transbordement de cocaïne. Sa condamnation a été annulée en juin 2022 par la Cour suprême.



Depuis le début de l'année 2020, l'influence de l'exécutif sur les organes clés du système de justice pénale que sont le ministère public, le pouvoir judiciaire (avec, à sa tête, la Cour suprême) et la police judiciaire s'est accrue. Cette tendance s'étant accélérée à partir de 2006, elle s'accompagne d'une neutralisation effective des éléments de l'armée traditionnellement impliqués dans le commerce de la cocaïne, le rôle de l'élite militaire comme protecteurs du trafic pourrait diminuer à long terme.

L'actuel responsable du ministère public, Bacari Bai, a été désigné à ce poste en novembre 2021. Le procureur général, nommé par le Président, se situe entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Fort du pouvoir de bloquer les enquêtes, le poste est idéalement positionné pour préserver l'impunité des acteurs protégés.<sup>115</sup> Lors de son précédent mandat de procureur général (2017-2019),<sup>116</sup> Bai avait une réputation mitigée et était perçu par certains comme ayant entravé certaines enquêtes.<sup>117</sup>

La procédure de nomination du Président de la Cour suprême, indépendante selon la Constitution, a traditionnellement permis d'assurer un degré d'indépendance au pouvoir judiciaire. L'implication de l'exécutif dans le processus de nomination du Président de la Cour suprême a cependant permis à Mamadú Saido Baldé, un proche allié du Président, d'obtenir le poste en mai 2021, ce qui risque de diluer encore davantage les contrôles judiciaires sur le pouvoir exécutif.<sup>118</sup> José Pedro Sambú, un autre proche du Président, a été nommé après la mort de Baldé en août 2021. La nomination de M. Sambú, ancien Président de la commission électorale nationale en Guinée-Bissau (un organe qui a joué un rôle clé dans la validation des résultats des élections présidentielles controversées et contestées de 2019) a été très polémique. La candidature de M. Sambú a d'abord été rejetée car il ne remplissait pas les critères requis, puis validée à l'issue d'une procédure très irrégulière. La nomination de sept nouveaux juges supplémentaires ne se serait également pas déroulée

conformément à la procédure ; toutes ces nominations pourraient avoir pour effet d'aligner davantage le pouvoir judiciaire sur les impératifs de l'exécutif.<sup>119</sup>

L'acquiescement surpris et controversé, le 23 juin 2022, par la Cour suprême, de Seidi Bá et de Ricardo Monje, son co-conspirateur présumé, ne manquera pas d'alimenter les soupçons selon lesquels la Cour suprême est motivée par des impératifs politiques, et d'affaiblir encore la réponse de la justice pénale au trafic de cocaïne.<sup>120</sup>

En tant qu'organe principal chargé d'enquêter sur la criminalité organisée, qui a longtemps fonctionné avec un degré d'intégrité remarquable compte tenu du contexte institutionnel, la police judiciaire voit également son indépendance sur le plan opérationnel se réduire sensiblement.

Les organisations de la société civile bissau-guinéenne, notamment la Ligue guinéenne des droits de l'homme et les médias, ont critiqué la politisation croissante de l'organe.<sup>121</sup> La police judiciaire a ouvert beaucoup moins d'enquêtes sur le trafic de stupéfiants depuis le début de l'année 2020, et il est clair que le crime organisé, et en particulier le trafic de cocaïne, n'est plus une priorité stratégique pour la police (conformément à l'orientation de l'exécutif).<sup>122</sup> Le Président se sert bien au contraire de cette force pour enquêter sur ses opposants politiques, souvent accusés de corruption.<sup>123</sup>

À une exception près, aucune saisie de cocaïne n'a été effectuée par la police judiciaire en Guinée-Bissau depuis le début de l'année 2020. (Toutes les saisies de cocaïne en 2020, 2021 et 2022 ont été effectuées par l'unité AIRCOP JAIF de l'aéroport sur des personnes quittant la Guinée-Bissau par avion.) La seule exception, la saisie par la police judiciaire de 5 kilogrammes de cocaïne en octobre 2021 dans le cadre de l'opération Red, confirme l'implication continue d'intérêts particuliers dans le commerce de la cocaïne au sein des institutions politico-militaires de Guinée-Bissau.

## Opération Red

Depuis le début de l'année 2020, la police judiciaire n'a fait qu'une saisie de cocaïne : une importation de 5 kilos saisie le 26 octobre 2021 dans le cadre d'une enquête baptisée Opération Red. L'opération Red a été déclenchée à la suite d'informations rapportant que deux personnes (Ivan Sampaio et Lucas Rocha) avaient été enlevées. Amado Lamine Conte (alias Du), un militaire, Ernesto Augusto Ndengle et Domingos Vasco Nbatcha ont été arrêtés en relation avec l'enlèvement.<sup>124</sup>

Selon les témoignages des suspects de l'opération Red, Du, l'un des meneurs présumés, aurait agi sur les ordres du général Antonio Indjai, un acteur de longue date de la vie politique bissau-guinéenne, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international délivré par les États-Unis en août 2021.<sup>125</sup> Du a été associé à d'importantes saisies de cocaïne dans la sous-région, notamment aux 2 026 kilogrammes interceptés sur le navire *La Rosa* en octobre 2021, et est connu pour être proche d'Indjai.<sup>126</sup>

Les enquêtes de la police judiciaire ont révélé que les enlèvements étaient liés au trafic de cocaïne. Les victimes étaient en possession de cocaïne supposément volée à leurs partenaires militaires. Sampaio et Rocha ont été emmenés à Bissorã, une ville située à 75 kilomètres de la capitale par la route, ligotés et torturés suite au vol d'environ 980 kilogrammes de cocaïne et de 170 000 euros (112 000 000 CFA) qui auraient été dérobés au domicile de Rocha par Carlos Elitiano Silva (alias Ely), un haut fonctionnaire de la police d'intervention rapide, et Nuno Miguel Mané Sanha (alias Samory).<sup>127</sup>

La police judiciaire a d'abord arrêté six personnes dans le cadre de l'opération Red.<sup>128</sup> (Tchami Yala, l'un des trois hommes condamnés par un tribunal new-yorkais à la suite de l'opération d'infiltration de la DEA en 2013, a été interrogé à ce moment-là, mais n'a pas été placé en détention).<sup>129</sup> Alors que la police judiciaire a conclu que les participants s'étaient rendus coupables d'enlèvement, de trafic de stupéfiants, d'association de malfaiteurs, de blanchiment d'argent et d'utilisation d'armes prohibées, le ministère public n'a inculpé les hommes que pour deux de ces crimes.<sup>130</sup> Il s'agit d'une approche courante d'inculpation sélective qui facilite la disculpation ultérieure ou la réduction des peines.<sup>131</sup>

Biaï a chargé une commission de trois magistrats d'instruire cette affaire, en violation de la loi bissau-guinéenne.<sup>132</sup> D'anciens membres du système judiciaire bissau-guinéen soulignent le passé douteux des magistrats nommés. Par exemple, Mário Yalaurait tenté d'intervenir dans l'enquête nommée Carapau de mars 2019 en cherchant à ordonner aux agents de police judiciaire de laisser partir un camion frigorifique avant qu'il ne soit fouillé. La fouille a révélé que le camion contenait 789 kilogrammes de cocaïne.<sup>133</sup>

En avril, le tribunal régional de Bissau a condamné Lucas Roch et Domingos Mbatche à trois ans et dix mois de prison avec sursis pour trafic de drogue et atteinte à l'ordre public. Les huit autres accusés, dont Du, le militaire, ont été acquittés de tous les chefs d'accusation.<sup>134</sup>





# CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Sympathisants du parti du Président Embaló (MADEM-G15) à l'approche des élections législatives de 2019.  
© Seyllou/AFP via Getty Images

## La dépendance persistante de la Guinée-Bissau à l'égard des revenus illicites

L'analyse de la trajectoire probable du trafic de cocaïne dans le pays doit se faire à la lumière des perspectives financières actuelles de la Guinée-Bissau et des prochaines élections législatives.

La Guinée-Bissau est actuellement confrontée à des difficultés économiques multiformes. Le pays a connu une contraction économique en 2020, en partie liée aux répercussions mondiales de la pandémie de COVID-19, mais aussi à une baisse de la demande de noix de cajou.<sup>135</sup> Cette fois, cependant, l'aide extérieure (principalement du FMI) a été plus généreuse qu'en 2013,<sup>136</sup> lorsque la chute des prix de la noix de cajou a contribué à une dépendance à l'égard de l'exploitation forestière illicite.<sup>137</sup> Malgré une récolte de noix de cajou largement perçue dans le pays comme relativement médiocre en 2022, la revue du FMI de juin s'est conclue par un commentaire globalement positif sur les perspectives économiques.<sup>138</sup> Bien que cette évaluation macroéconomique soit positive, la population souffre sur le terrain. La spirale inflationniste mondiale liée à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que la forte hausse des prix du pétrole, exercent une pression sur le solde de la balance extérieure de la Guinée-Bissau, ce qui n'est pas sans risque pour la trajectoire économique du pays.<sup>139</sup> Le prix du pain (denrée de base essentielle) a doublé, tandis que le prix du riz, qui est également une denrée de base, a lui aussi fortement augmenté, parallèlement à l'inflation. Enfin, si la volatilité de la situation politique s'aggravait, cela pourrait également mettre en danger l'économie.

Des éléments de l'État bissau-guinéen se sont, à plusieurs reprises au cours de l'histoire, tournés vers les marchés illicites comme source de revenus lorsque les autres sources de revenus se sont tariées. La dépendance du gouvernement à l'égard du marché du trafic d'armes dans les années 1990 et celle de la junte militaire à l'égard des marchés de l'exploitation forestière illicite entre 2012 et 2014 n'en sont que deux exemples. Cela est particulièrement vrai en période d'élections, comme nous le verrons plus loin.

Suite à la dissolution de l'Assemblée nationale par Embaló, la Guinée-Bissau se retrouve à nouveau sur le chemin chaotique d'élections législatives de 2022 et d'élections présidentielles fin 2023. Depuis 2005, année où des rumeurs ont identifié l'économie de la cocaïne comme la source de financement de la campagne particulièrement bien financée du Président Vieira, les profits des marchés illicites du pays sont de plus en plus mêlés aux processus démocratiques de la Guinée-Bissau. Les élections de 2005 ont également été marquées par une forte augmentation des coûts de campagne électorale, qui s'élèvent à plus de 30 millions d'euros depuis lors. Ce montant est stupéfiant au regard du salaire minimum dans le pays qui est d'environ 80 euros par mois.<sup>140</sup>



Les marchés illicites sont bien placés pour apporter les fonds nécessaires permettant de faire face aux coûts croissants de la mobilisation politique. « Il n'est pas possible de faire de la politique efficacement en Guinée-Bissau sans accès à des financements », a expliqué un éminent universitaire de Bissau. Des fonds sont nécessaires pour financer des campagnes mobiles et le matériel de campagne, ainsi que des cadeaux à distribuer aux électeurs afin de les convaincre.<sup>141</sup>

Au fil du temps, les marchés de l'exploitation forestière illicite et de la cocaïne compensent l'un pour l'autre ce qui a permis à l'élite politique de passer de l'un à l'autre en période de prospérité et de récession. L'exploitation forestière illicite a joué un rôle important avant les élections de 2014 et de 2018.<sup>142</sup> L'importation de cocaïne en mars 2019, à la veille des élections législatives, est largement perçue comme ayant été

destinée à financer la campagne électorale.<sup>143</sup>

Ces facteurs externes suggèrent que des éléments de l'élite pourraient se tourner une fois de plus vers les marchés illicites pour compléter le manque de fonds publics et financer les campagnes électorales.<sup>144</sup> Dans un contexte de croissance soutenue de la culture de la cocaïne en Amérique latine et de la demande en Europe, l'économie de la cocaïne est bien placée pour devenir une source de revenus grandissante pour les figures politiques des deux camps. L'acquiescement, en juin 2022, de Seidi Bá et de Ricardo Monje, précédemment condamnés pour des importations record de cocaïne, quelques mois seulement avant les élections législatives de décembre 2022, peut donner à penser que le marché de la cocaïne est déjà considéré comme une source potentielle de financement électoral.

## Recommandations

La Guinée-Bissau est entrée dans une nouvelle phase des politiques de la cocaïne, marquée par une répression croissante de la dissidence et de la critique, et par un fossé entre la rhétorique et l'action. Les intérêts liés au marché de la cocaïne façonnent aujourd'hui encore les alliances au sein de l'élite politique et militaire et restent liés aux épisodes de volatilité politique. Dans ce contexte, il est primordial de continuer le dialogue, par l'intermédiaire de la société civile et de la diplomatie. En l'absence d'engagement constant, la protection des personnes qui dénoncent la situation serait encore plus affaiblie.

Les structures de protection étatique des marchés illicites de la Guinée-Bissau sont le principal obstacle au soutien de mesures de lutte contre le marché de la cocaïne. L'objectif ultime de l'engagement doit être, comme toujours, de perturber le compromis politique actuel, basé sur un cycle de clientélisme parmi les élites politique, militaire et économique, qui s'autopérpétue. Dans ce système, les ressources permettent d'acheter une influence politique qui, à son tour, offre le moyen le plus lucratif de s'approprier les rentes tirées de l'économie licite et illicite, et ne fournit que peu d'incitations à changer le système.

La stratégie d'engagement proposée poursuit deux objectifs interdépendants : affaiblir la complicité de l'État avec les marchés illicites en dissociant les processus politiques des pratiques de rente et de prédation des ressources, et renforcer ainsi les mesures prises par l'État pour lutter contre les marchés illicites,

en particulier en renforçant le système de justice pénale.

### **Donner à la société civile et aux communautés les moyens de mieux promouvoir les mesures de lutte contre l'économie illicite.**

Compte tenu de la pression croissante qui pèse sur la société civile pour tenter de saper son rôle de contre-pouvoir, le soutien extérieur devient impératif. Associer la société civile à des voix internationales renforce sa crédibilité et sa protection, lui permettant de travailler plus efficacement au sein d'un réseau régional et mondial plus large issu de la société civile. Renforcer la sécurité de la société civile est particulièrement crucial dans un contexte où les agressions contre les blogueurs et les journalistes se multiplient, et dans un environnement opérationnel de plus en plus difficile pour les organisations issues de la société civile. Soutenir les plateformes qui permettent aux différents éléments de la société civile de parler d'une seule voix (comme Espaço de Concertação) est un moyen approprié de réduire les risques liés à la critique.<sup>145</sup>

### **La Guinée-Bissau entrant dans une période pré-électorale, encourager une réforme nationale du financement des partis politiques et des campagnes électorales.**

Le coût des élections en Guinée-Bissau, comme dans de nombreux pays d'Afrique, a fortement augmenté au fil des ans. Pourtant, les sources de financement restent secrètes. Cette situation incite fortement les hommes politiques à tirer des rentes des marchés



Un soldat patrouille dans les environs du palais gouvernemental à Bissau, où le 1<sup>er</sup> février des coups de feu ont été entendus près du siège du gouvernement. © AFPTV TEAMS/AFP via Getty Images

illicites pour financer leurs campagnes politiques. La relation symbiotique et toxique qui unit la politique aux marchés illicites nuit par essence à la gouvernance et à la fourniture de services publics.

S'il est extrêmement difficile de s'attaquer à la question du financement des campagnes électorales en Guinée-Bissau, la priorité doit être de mettre fin à la dépendance à l'égard des sources de revenus illicites (qu'elles soient externes ou internes) afin de renforcer le pouvoir politique. À long terme, cela devrait se traduire par une réduction des coûts de financement des campagnes et des partis politiques. Cela peut se faire en renforçant le respect de l'obligation d'information financière par les partis politiques et en promulguant des lois plus larges de transparence. Une récente initiative du ministère public visant à faire respecter la législation qui oblige tous les partis politiques participant aux élections à déclarer les sources de financement de leurs campagnes électorales dans les 30 jours suivant la date des élections semble, à première vue, aller dans le bon sens. Toutefois, des observateurs avisés à Bissau notent que cette campagne d'application de la loi est susceptible d'être utilisée comme une arme pour identifier les sources de financement de l'opposition et jouer un rôle dissuasif. Tout chiffre fourni sera probablement inexact.<sup>146</sup>

Une société civile informée, prête et capable

d'enquêter et de rendre compte du financement des campagnes, est un partenaire essentiel des réformes juridiques et institutionnelles. Il est donc primordial de renforcer la surveillance et le partage d'informations concernant les campagnes électorales (et les marchés publics plus largement) par des groupes indépendants et issus de la société civile. Cette surveillance devrait passer par la publication et la diffusion des coûts de campagne électorale des différents partis.

Les partenaires internationaux devraient veiller à ce que la question de la transparence du financement des campagnes électorales reste une priorité de l'agenda politique, maintenant que le pays entre dans une phase préélectorale, les élections législatives étant actuellement prévues pour décembre 2022. Cette obligation de transparence devrait s'appliquer à l'ensemble du spectre politique, et pas seulement aux candidats de l'opposition.

### **Renforcer l'intégrité et les capacités du système judiciaire.**

Le système judiciaire en Guinée-Bissau reste très vulnérable aux influences extérieures, en particulier celles de l'exécutif. Même lorsque d'autres branches de l'appareil répressif, telles que la police judiciaire, fonctionnent efficacement, leur impact est miné par la faiblesse des procédures judiciaires. En outre, comme le montre les étapes du procès Seidi Bá, les réponses



claires apportées par les magistrats des juridictions inférieures peuvent être facilement sapées par la cooptation des magistrats dans les juridictions supérieures.<sup>147</sup> Les représentants de la société civile ont souligné à plusieurs reprises la nécessité de continuer à renforcer les capacités et le contrôle du système judiciaire afin de « garantir une administration de la justice pénale plus solide ».<sup>148</sup>

Bien que l'influence de l'exécutif sur le judiciaire soit actuellement particulièrement forte, cela ne doit pas dissuader les efforts visant à renforcer certains éléments de l'institution. En particulier, la création d'un tribunal unique, bénéficiant d'un financement et d'une protection adéquats, où les affaires de drogue de haut niveau peuvent être jugées, pourrait constituer une piste de réflexion prometteuse. Un programme prévoyant des niveaux plus élevés de surveillance et de collaboration avec des homologues lusophones étrangers (de l'Angola, du Brésil ou du Portugal par exemple) pourrait offrir un certain degré de protection aux juges intègres et un bouclier contre les influences extérieures. De manière plus générale, il convient de promouvoir la surveillance des procédures judiciaires par la société civile afin d'accroître la pression en faveur de procédures équitables et des droits de l'homme des accusés. Soutenir le travail de la Ligue des droits de l'homme de la Guinée-Bissau dans ce domaine est un moyen de s'engager dans cette voie.

### **Fournir un soutien stratégique à la police judiciaire.**

Une police judiciaire efficace et dotée de ressources suffisantes est la clé de voûte pour dissuader véritablement les trafiquants de drogue, les entrepreneurs criminels locaux et de leurs protecteurs dans le monde politique. Ce soutien et cet engagement à venir peuvent s'appuyer sur les capacités et les éléments indépendants existants. Le manque croissant d'indépendance de la police judiciaire est une préoccupation majeure, mais il devrait orienter le ciblage stratégique de l'aide, plutôt que de dissuader les efforts.

Afin de limiter l'influence de l'exécutif sur le directeur de la police judiciaire, il est essentiel d'argumenter en faveur de réglementations qui régissent clairement les processus indépendants de nomination, de hiérarchie et de révocation pour ce poste. En outre, l'aide complémentaire apportée par des partenaires internationaux à la police judiciaire devrait être subordonnée à des déclarations claires du gouvernement bissau-guinéen, interdisant toute ingérence extérieure dans le travail de cet organe. La police judiciaire a souvent été décrite comme un « îlot d'intégrité » dans le système pénal de la Guinée-Bissau. Des ponts doivent être jetés entre cet îlot et des éléments efficaces d'autres branches du système pénal, en premier lieu le pouvoir judiciaire, afin d'éviter que les réalisations de la police judiciaire ne soient compromises à des stades ultérieurs du processus. La programmation devrait viser à construire un réseau de référents intègres dans le système pénal, à l'abri de l'influence de l'exécutif.

## NOTES

- 1 Aaron Ross, *Factbox: Recent coups in West and Central Africa*, Reuters, 1<sup>er</sup> février 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/recent-coups-west-central-africa-2022-02-01/>.
- 2 « Certains individus impliqués dans cet acte lâche et barbare faisaient déjà l'objet d'une enquête pour trafic de stupéfiants ».
- 3 Aaron Ross, *Failed coup attempt puts spotlight back on Guinea-Bissau's role in cocaine trade*, Reuters, 11 février 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/failed-coup-puts-spotlight-back-guinea-bissaus-role-cocaine-trade-2022-02-11/>.
- 4 Antonio Cascais, *Guinea-Bissau: Are drug cartels behind the attempted coup*, Deutsche Welle, 3 février 2022, <https://www.dw.com/en/guinea-bissau-drug-cartels-behind-attempted-coup/a-60651513>.
- 5 Pour une vue d'ensemble des documents sources sur la criminalité organisée, voir Dick Hobbs et Georgios Antonopoulos, *How to research organized crime*, in Letizia Paoli (ed), *The Oxford Handbook of Organized Crime*, Oxford: Oxford University Press, 2014, 96-117.
- 6 Conformément aux bonnes pratiques, les entretiens ont généralement pris la forme de discussions ouvertes. Ils ont été guidés par une liste de questions clés, qui ont été abordées à plusieurs reprises au cours des entretiens. Les entretiens ont été menés en toute confidentialité et, conformément aux directives méthodologiques et éthiques, aucune personne interrogée n'a été identifiée aux autres interlocuteurs. Pour protéger leur identité, les personnes interrogées sont identifiées dans les notes de bas de page par une description générale.
- 7 Il est souvent reproché à la plupart des travaux universitaires sur le crime organisé d'être descriptifs et, par conséquent, dépourvus de pouvoir explicatif. Voir notamment Klaus Von Lampe, *Organised Crime: Analysing Illegal Activities, Criminal Structures and Extra-legal Governance*, London: Hurst, 2016, p. 45.
- 8 PNUD Guinea-Bissau, *Avaliação da Fragilidade*, mars 2017, p. 31.
- 9 La Guinée-Bissau fait partie de la zone de conflit de Sénégal, qui s'étend également au Sénégal et à la Gambie. Alexandre Marc, Neelam Verjee et Stephen Mogaka, *The challenge of stability and security in West Africa*, Groupe de la Banque mondiale, 2015, <https://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/publication/the-challenge-of-stability-and-security-in-west-africa>.
- 10 *Oxford Poverty and Human Development Initiative*, PNUD, Indice mondial de pauvreté multidimensionnelle 2021, [https://ophi.org.uk/wp-content/uploads/UNDP\\_OPHI\\_GMPI\\_2021\\_Report\\_Unmasking.pdf](https://ophi.org.uk/wp-content/uploads/UNDP_OPHI_GMPI_2021_Report_Unmasking.pdf).
- 11 Le plus important d'entre eux est le Programme d'ajustement structurel (1987 à 1994), qui était axé sur la promotion de la noix de cajou et son échange avec d'autres cultures, <https://www.afdb.org/en/documents/document/guinea-bissau-structural-adjustment-programme-9685>; Mark Shaw, *Drug trafficking in Guinea-Bissau, 1998-2014: The evolution of an elite protection network*, *Journal of Modern African Studies*, 53, 3, 347. <https://www.cambridge.org/core/journals/journal-of-modern-african-studies/article/drug-trafficking-in-guineabissau-19982014-the-evolution-of-an-elite-protection-network/3D32B19B009F1C44E69964FEACE7106C>.
- 12 Des participants ordinaires aux groupes de discussion ont également avancé cet argument. Voir Tuesday Reitano et Mark Shaw, *People's perspectives of organized crime in West Africa and the Sahel*, Institut d'Études de Sécurité, Document 254, 2014.
- 13 Institut d'études de sécurité, BINUGBIS, Relancer la réforme du secteur de la défense et de la sécurité en Guinée-Bissau, Note d'information 5, mai 2018.
- 14 Instituto Padre António Vieira, *Em Nome da Paz - Relatório Final da Consulta Nacional sobre Paz, Reconciliação e*



- Desenvolvimento (2009-2017)*, 2018 ; LGDH, *Quarenta Anos de Impunidade na Guiné-Bissau*, Liga Guineense dos Direitos Humanos, 2013 ; BINUGBIS, *Analysis of the key drivers of instability and UN strategy for Guinea-Bissau (2013-2017)*.
- 15 OCDE, *International drivers of corruption: A tool for analysis*, 2012, <https://www.oecd.org/dac/accountable-effective-institutions/49263997.pdf>.
  - 16 Groupe de la Banque mondiale, *Guinea-Bissau public expenditure review : Seizing the moment: Managing public finance for development*, 2018, <https://issat.dcaf.ch/download/135600/2768661> ; OCDE, Commission de l'Union africaine et Forum sur l'administration fiscale africaine, *Revenue statistics in Africa 1990-2018*, 2020, <https://www.oecdilibrary.org/docserver/14e1edb1enfr.pdf?expires=1612522832&id=id&acname=guest&checksum=D8549D11EF9F24CA4BF3523B067CD368>.
  - 17 Les sources de revenus déterminent les motivations et les stratégies des élites dirigeantes : lorsque les dirigeants doivent taxer les citoyens pour « gagner » des recettes, le devoir de rendre des comptes publics se fait plus pressant et les dirigeants sont fortement incités à favoriser l'investissement productif et à renforcer la capacité à collecter et à gérer les recettes publiques. Lorsque les recettes « ne sont pas gagnées », il n'existe pas de mécanisme de responsabilisation de ce type, ce qui favorise un « comportement politique exclusif », à savoir la prédation, la corruption, la recherche de rentes et le clientélisme politique (par opposition à un « comportement politique inclusif » axé sur la fourniture de biens publics). Les recettes non gagnées ont un pouvoir corrosif, qu'elles soient licites (« malédiction des ressources naturelles » par exemple, où les ressources naturelles d'un pays atteignent des prix élevés sur les marchés internationaux des matières premières et se traduisent par une corruption accrue ainsi que par un déclin de la gouvernance nationale, comme dans le cas du cuivre en Zambie) ou illicites. Les stratégies de l'élite au pouvoir sont fonction de la nature des sources de revenus (licite ou illicite), en partie car les revenus illicites peuvent être directement appropriés. Les revenus licites sont généralement obtenus par taxation (des sociétés d'extraction de minerais par exemple). Les profits tirés des marchés criminels « non gagnés » et « illicites », en font des sources de corruption particulièrement puissantes pour les représentants de l'Etat. Voir OCDE, *International drivers of corruption: A tool for analysis*, 2012, <https://www.oecd.org/dac/accountable-effective-institutions/49263997.pdf>.
  - 18 Le rôle de l'exploitation forestière illicite est examiné en détail dans une autre publication : Lucia Bird et A. Gomes, *Deep rooted interests: Licensing illicit logging in Guinea-Bissau*, Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/illicit-logging-guinea-bissau/>.
  - 19 Banque mondiale, *Guinea-Bissau overview*, <https://www.worldbank.org/en/country/guineabissau/overview#1>.
  - 20 Emmanuel Uzuegbu-Wilson, *A critical review of evolutionary trends of drug trafficking in Guinea-Bissau*, 10 octobre 2019, <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3467484>. Un exécutif faible face à une armée forte a également été identifié comme une "vulnérabilité" importante de la Guinée-Bissau, ce qui la rend vulnérable au trafic de cocaïne. Voir ONUDC, *Le trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest Une menace pour la stabilité et le développement (avec référence spéciale à la Guinée-Bissau)*, 2007, [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/west\\_africa\\_cocaine\\_report\\_2007-12\\_fr.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/west_africa_cocaine_report_2007-12_fr.pdf)
  - 21 Dans un État « organisé autour de stratégies de survie matérielle et de profits personnels », note une analyse qui s'appuie sur les voix de Bissau-Guinéens ordinaires, les deux tendances à la contraction de l'État et à la dépendance à l'égard des ressources extérieures se renforcent mutuellement. Interpeace, *Roots of conflict in Guinea-Bissau: The voices of the people*, Bissau: Interpeace/Voz di Paz, 2010, p. 13
  - 22 Mark Shaw, *Drug trafficking in Guinea-Bissau, 1998-2014: The evolution of an elite protection network*, *The Journal of Modern African Studies*, 53, 339-364
  - 23 James Cockayne, *Chasing shadows: Strategic responses to organised crime in conflict-affected situations*, *The RUSI Journal*, 158, 2.
  - 24 Entretien avec Fodé Mané, Bissau, décembre 2020.
  - 25 James Cockayne, *Chasing shadows: Strategic responses to organised crime in conflict-affected situations*, *The RUSI Journal*, 158, 2.
  - 26 Mark Shaw, *Drug trafficking in Guinea-Bissau, 1998-2014: the evolution of an elite protection network*, *The Journal of Modern African Studies*, 53, 339-364.
  - 27 Les prix des noix de cajou ont chuté à moins de 0,40 USD par kilogramme, selon un entretien avec un membre du secteur, août 2019.
  - 28 Environmental Investigation Agency, *Authorized plunder: The rosewood stockpile sale*, 2018, [https://content.eia-global.org/posts/documents/000/000/802/original/EIA\\_US\\_GuineaBissau\\_report\\_0918\\_US\\_Format\\_FINAL\\_MEDRES.pdf?1547131805](https://content.eia-global.org/posts/documents/000/000/802/original/EIA_US_GuineaBissau_report_0918_US_Format_FINAL_MEDRES.pdf?1547131805).
  - 29 Mark Shaw, *'We pay, you pay': Protection economies, financial flows, and violence*, dans Hilary Matfess et Michael Miklaucic (eds), *Beyond Convergence, World Without Order*, Washington, DC: Center for Complex Operations, Institute for National Strategic Studies, 2016, 235-250.
  - 30 Pour plus de détails, voir : Lucia Bird et A. Gomes, *Deep rooted interests: Licensing illicit logging in Guinea-Bissau*, GI-TOC, mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/illicit-logging-guinea-bissau/>.
  - 31 Conclusions des discussions de groupe dans des districts donnés du pays, Institut d'études de sécurité, 2012. Voir Tuesday Reitano et Mark Shaw, *People's perspectives of organized crime in West Africa and the Sahel*, Institut d'Études de Sécurité, Document 254, 2014.
  - 32 Cette section s'inspire largement d'une précédente analyse effectuée par Mark Shaw, également basée sur des entretiens qualitatifs approfondis menés à la fois en Guinée-Bissau et ailleurs avec des acteurs étatiques et non étatiques, y compris des personnes impliquées dans des activités criminelles, en 2005, 2012, 2014 et 2019. Tous les entretiens mentionnés

- dans cette section qui datent d'avant 2019 ont été menés par Mark Shaw, accompagné d'une équipe de chercheurs. Les entretiens réalisés à partir de 2020 ont été menés par l'auteur, avec l'aide d'une équipe de chercheurs.
- 33 C'est dans ce contexte que la libéralisation économique et politique des années 1990 a favorisé certaines entreprises commerciales non gouvernementales (bien que nombre d'entre elles aient été dirigées par d'anciens fonctionnaires) au détriment de l'accumulation par l'Etat, réduisant ainsi l'accès d'hommes politiques et militaires majeurs aux ressources. Marina Padroã Temudo, *From 'People's struggle' to this 'war of today': Entanglements of peace and conflict in Guinea-Bissau, Africa*, 78, 2, mai 2008, 245-263.
  - 34 Pour une vue d'ensemble, voir : Lars Rudebeck, *Guinea-Bissau: Military fighting breaks out, Review of African Political Economy*, 25, 77, 484-486.
  - 35 En 2015, le témoignage sous serment devant un tribunal de New York de Mamadu Serifi Biai, un « fixeur » local à Bissau, montre qu'il a commencé à aider des trafiquants latino-américains en 2003 et 2004. Le volume de stupéfiants expédiés était considérable. Au cours de cette seule période de deux ans, Biai a déclaré avoir aidé à organiser environ sept vols, chacun transportant des cargaisons d'environ 600 kilogrammes de cocaïne ; témoignage de Mamadu Serifo Baia, Affaire 1:12-cr-00839-JSR, document 85 archivé le 04/24/15, 87-89.
  - 36 Les dirigeants des trois branches des services militaires – à savoir le général Batista Tagme Na Waie, alors Chef d'état-major (représentant les intérêts de l'armée territoriale), Bubo Na Tchuto, ancien Chef de la marine, et Ibraima Papa Camará, Chef de l'armée de l'air (qui est resté en poste jusqu'en février 2021) – étaient liés au trafic. En ce qui concerne le Président Vieira, bien qu'il y ait débat sur sa proximité avec le trafic de stupéfiants, il semble évident qu'il avait connaissance de ce trafic et qu'il en a tiré profit. Entretiens, Bissau, juillet 2019.
  - 37 Les cartels mexicains de la drogue (Los Zetas, cartel de Sinaloa et Jalisco Nouvelle Génération) auraient été les premiers à passer par l'Afrique de l'Ouest pour acheminer des cargaisons à destination de l'UE. L'Italie, en particulier, a été identifiée comme une destination et des preuves de l'implication de la 'Ndrangheta italienne ont été apportées. Germán de los Santos, *Africa: New drug trafficking route*, El Universal, 1<sup>er</sup> juillet 2017, <https://www.eluniversal.com.mx/articulo/english/2017/07/1/africa-new-drug-trafficking-route> ; Entretien avec un individu proche des trafiquants de drogue, Bissau, juillet 2019.
  - 38 Il s'agit notamment de plusieurs Hummers. Un certain nombre de fonctionnaires semblaient avoir un goût prononcé pour les nouvelles voitures, et Vieira lui-même a acquis un Hummer. En déplacement entre Bissau, Dakar et Conakry, ils ont particulièrement apprécié la Guinée-Bissau où il n'y avait pas de représentation diplomatique américaine en raison de l'hostilité entre les élites du pays (dont beaucoup ont été formées en Russie ou à Cuba) et les États-Unis. La Guinée était considérée comme plus difficile pour les trafiquants, car les États-Unis y avaient une grande ambassade ; entretien avec une personne proche des trafiquants, Bissau, juillet 2019.
  - 39 Entretien avec une personne ayant des liens étroits avec l'économie du trafic de drogue, Bissau, juillet 2019 ; entretiens avec de hauts responsables locaux des forces de l'ordre, Bissau, juillet 2019 ; entretiens avec des militaires gradés, Bissau, 2015.
  - 40 Les trafiquants latino-américains entretenaient des liens étroits non seulement avec les trafiquants de Guinée-Bissau, mais aussi dans toute l'Afrique de l'Ouest, y compris avec des réseaux criminels nigériens bien établis ; entretien avec une personne ayant des liens étroits avec les trafiquants, Bissau, juillet 2019.
  - 41 *The Seidi Bá cocaine trial: A smokescreen for impunity?* GI-TOC, Bulletin de risque, 20 janvier 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/seidi-ba-cocaine-trial-bissau/>. Accord NQ 4/2022, République de Guinée Bissau, Cour suprême de justice, Cour pénale, 23 juin 2022.
  - 42 Ceci est cohérent avec les études sur les groupes mafieux dans d'autres contextes. Mark Shaw, *Drug trafficking in Guinea-Bissau, 1998-2014: the evolution of an elite protection network*, *The Journal of Modern African Studies*, 53, 339-364.
  - 43 L'armée a négocié un accord selon lequel elle serait rémunérée à hauteur de 15 % de la valeur des cargaisons, sur la base des prix actuels de la cocaïne. Le prix se situait à l'époque entre 11 000 et 12 000 euros le kilogramme, ce qui signifie que les militaires percevaient environ 1 650 euros par kilogramme pour leur travail. Cela représente 1,6 million d'euros par tonne de cocaïne ayant transité par la Guinée-Bissau. D'autres entretiens font généralement référence à un montant inférieur (environ 1 million d'euros par tonne). Il est possible qu'il s'agisse de la « commission de protection » convenue pour les transferts antérieurs. Dans l'opération d'infiltration de la DEA, une commission de 13 % a été négociée, plus basse qu'auparavant étant donné que les militaires cherchaient désespérément à conclure un accord. Il est difficile de juger, à la lumière de ces discussions, de la quantité exacte de cocaïne qui circulait dans le pays, mais entre novembre 2007 et janvier 2008, un spécialiste de ce commerce a estimé qu'il y avait eu au moins six cargaisons représentant un total de six à huit tonnes minimum. Entretiens avec des personnes proches des réseaux de trafiquants à l'époque, Bissau, juillet 2019 ; entretiens avec de hauts responsables des forces de l'ordre locales, Bissau, juillet 2019.
  - 44 Une série de saisies de cocaïne par les forces de l'ordre met en évidence le rôle actif joué par des fonctionnaires dans la protection de ce commerce. Entretiens avec des représentants du gouvernement et de la société civile, Bissau, 2015.
  - 45 Le nombre de Bissau-Guinéens arrêtés et condamnés pour trafic de stupéfiants dans d'autres pays, qui est passé de 18 à 109 entre 2006 et 2010, témoigne clairement de cette tendance. Ces données proviennent de l'ONUUDC et sont issues des réponses ARQ.



- 46 Ils séjournèrent souvent au Palace Hotel, où ils ont dîné à plusieurs reprises avec le Président Vieira. Entretiens avec d'anciens membres du personnel du Palace Hotel Bissau, juillet 2019.
- 47 Le degré de pénétration de l'État a été mis en évidence par un croquis sur tableau blanc trouvé lors d'une descente effectuée en 2007 par la police judiciaire dans un entrepôt loué par Braima Seidi Bá. Le croquis illustrait un réseau d'acteurs clés du gouvernement (parmi lesquels des députés de l'Assemblée nationale, le Chef de l'armée, le Président de la cour suprême, ainsi que des conseillers spéciaux du Président) et les liens qui les unissaient. Cinq noms étaient lisibles sur le croquis. Au sommet se trouvait João Bernardo Vieira (le Président), qui était relié par un intermédiaire à quatre autres personnes : Bubo Na Tchuto, Chef de la marine ; Bacro Dabo, ministre de l'Intérieur ; Tagme Na Waie, Chef d'état-major des forces armées ; et Hélder Proença, ministre de la Défense. Les auteurs disposent d'une photographie du dessin.
- 48 Les opérations ont surtout été déplacées en Guinée, qui est devenue la principale voie de transit, Conakry étant la nouvelle base. La Sierra Leone et le Libéria sont également devenus des points de transit essentiels, bien que de moindre envergure que la Guinée. Entretien avec un haut responsable des forces de l'ordre, Bissau, juillet 2019 ; Lansana Gberie, *Crime, violence and politics: Drug trafficking and counternarcotics policy in Mali and Guinea*, Brookings Institution, Center for 21st Century Security and Intelligence, Latin America Initiative, 2016 ; BBC News, *Liberia in record cocaine seizure*, 1<sup>er</sup> février 2008, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7222809.stm>
- 49 Seidi Bá aurait commencé à acheter la protection de militaires de rang inférieur (les joueurs les plus gradés) au cours de cette période ; entretien avec une personne proche des trafiquants, Bissau, juillet 2019.
- 50 En février 2009, Na Waie a été tué par l'explosion d'une bombe au quartier général des forces armées. Le 2 mars 2009, un groupe de soldats fidèles au Chef d'état-major assassiné a attaqué la maison du Président et a brutalement battu et tué Vieira. Hélder Proença, ministre de la Défense, et Bacro Dabo, ministre de l'Intérieur, ont également été assassinés au cours de cette période. Des sources issues de la police judiciaire restent convaincues que les assassinats, qui ont une nouvelle fois plongé la Guinée-Bissau dans une période de profonde instabilité, sont liés au contrôle du trafic de drogue. Entretiens, Bissau et Lisbonne, 2012, 2015, juillet 2019.
- 51 Entretiens avec des diplomates et des membres de l'ONU, Bissau, juillet 2019.
- 52 Entretiens avec des leaders de la société civile et des commentateurs politiques, Bissau, juillet 2019.
- 53 Peu après le coup d'État, la DEA a lancé une enquête « pour identifier les organisations et les individus colombiens qui avaient connaissance des itinéraires empruntés en direction de l'Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement de la Guinée-Bissau » Une fois les informations recueillies au cours des mois suivants, l'enquête a ciblé une série d'individus, parmi lesquels l'accusé Rafael Garavito et le général Indjai, leader du « coup d'État de la cocaïne ». Témoignage de Stephen Casey, agent spécial de la DEA, division des opérations spéciales, 12 CR 839 (JSR), dossier 1:12-cr-00939-JSR document 75, archivé le 04/24/15, p. 46, 49.
- 54 Christoph Kohl, *Ethnicity and the political system post-1998*, dans Patrick Chabal et Tony Green (eds), *Guinea-Bissau: Micro State to Narco State*. London: Hurst, 2016, p. 162.
- 55 Entretiens avec des représentants étrangers et locaux des forces de l'ordre, Bissau, juillet 2019.
- 56 Interpol, *Guinea-Bissau: triple prison conviction marks new era of anti-drug action with INTERPOL*, 27 décembre 2019, <https://www.interpol.int/en/News-and-Events/News/2019/Guinea-Bissau-triple-prison-conviction-marks-new-era-of-anti-drug-action-with-INTERPOL>; UNODC, *Guinea-Bissau: Drug smugglers receive record 16-year-jail sentences as justice system strengthened by UNODC*, 10 avril 2020, <https://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/2020-04-02-jugement-navara-guinee-bissau.html>.
- 57 Les arrestations et les enquêtes approfondies qui ont suivi les deux saisies de 2019 ont révélé l'existence de réseaux d'individus répartis dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Guinée-Bissau, Mali et Guinée, ainsi qu'un ensemble plus large d'acteurs au Niger liés à des structures de protection régionales) ainsi qu'un groupe de trafiquants latino-américains basés entre Bissau, Conakry et Dakar.
- 58 Des routes plus petites traversent également la Guinée.
- 59 Ce flux est largement contrôlé par les Nigériens et est étroitement lié au grand nombre de résidents nigériens au Brésil.
- 60 Les stupéfiants sont soit échangés entre les passeurs dans la zone de transit, soit entre les passeurs qui empruntent différents segments de l'itinéraire ; entretiens avec des responsables du projet AIRCOP et des représentants des forces de l'ordre internationaux, Dakar et Bissau, juin et juillet 2019.
- 61 Antonio Cascais, *Guinea-Bissau: Coup or legitimate change of power?*, 4 mars 2020, <https://www.dw.com/en/guinea-bissau-coup-or-legitimate-change-of-pow-er/a-52632844>.
- 62 Mark Shaw et A. Gomes, *Breaking the vicious cycle: Cocaine politics in Guinea-Bissau*, GI-TOC, mai 2020, [https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/05/Guinea-Bissau\\_Policy-Brief\\_Final2.pdf](https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/05/Guinea-Bissau_Policy-Brief_Final2.pdf)
- 63 L'armée est intervenue après que la Cour suprême a statué en faveur du candidat de l'opposition réformateur Domingos Simões Pereira, qui alléguait des irrégularités électorales et a ordonné un recomptage des voix. La commission électorale nationale a refusé de recompter les votes depuis le début et a refait la somme des résultats des commissions électorales régionales. Le 27 février 2020, Embaló s'est auto-inauguré Président. Le lendemain, les services de l'organisme de radiodiffusion national ont été temporairement suspendus tandis que les militaires occupaient les ministères et le palais de justice, marquant ainsi leur retour brutal à la politique.

- 64 Camara aurait critiqué l'évolution de la Guinée-Bissau vers un système entièrement présidentiel (au lieu de son système semi-présidentiel traditionnel). De retour à Bissau le 20 juin après 10 mois passés à l'étranger, Camara aurait découvert que sa garde rapprochée avait été supprimée sur instruction du ministère de l'intérieur.
- 65 Soares Sambu sworn in as deputy prime minister, No Pintcha Journal, 6 novembre 2020, <http://jornalnopintcha.gw/2020/11/06/soares-sambu-empossado-no-cargo-de-vice-primeiro-ministro/>.
- 66 Les Balanta constituent un groupe politique clé qui vote de manière unifiée, généralement en fonction de critères ethniques.
- 67 Mussá Baldé, 211 novos militares foram incorporados nas Forças Armadas na Guiné-Bissau, RFI, 6 juin 2021, <https://www.rfi.fr/pt/guiné-bissau/20210606-211-novos-militares-foram-hoje-incorporados-nas-forças-armadas>; entretiens avec des fonctionnaires internationaux et des journalistes bissau-guinéens, juin 2021.
- 68 Les remaniements effectués par Embaló en février 2021 au sein du gouvernement et de l'armée, apparemment sans consulter Nabiam, pourraient aggraver l'antagonisme avec les militaires. Parmi ces mesures figure le remplacement d'Ibraïma Papa Camará, membre de la vieille garde militaire, par Joaquim Filinto Ferreira à la tête de l'armée de l'air.
- 69 En public, Embaló dément les rumeurs selon lesquelles il se préparerait à remplacer Nabiam, décrivant la position de Nabiam au sein du gouvernement comme « non négociable ». Toutefois, en privé, le Président aurait cité la corruption, notamment l'implication largement connue de Nabiam dans le secteur de l'exploitation forestière illicite, comme l'un des principaux motifs de la révocation possible à venir. Si les tensions entre les titulaires de ces fonctions ne sont pas nouvelles, elles sont lourdes de conséquences, en vertu de l'alliance étroite de Nabiam avec l'armée. Voir Capital News, Umaro Sissoco Embaló states that: 'Nuno Nabiam's position is non-negotiable', 7 octobre 2020, <https://capitalnews.gw/umaro-sissoco-embalo-afirma-que-lugar-de-nuno-nabiam-nao-e-negociavel/>; Mussá Baldé, Guinée-Bissau: Umaro Sissoco Embaló segura Nuno Nabian como primeiro-ministro, RFI, 7 octobre 2020, <https://www.rfi.fr/pt/guiné-bissau/20201007-guiné-bissau-umaro-sis-soco-embalo-segura-nuno-nabian-como-primeiro-ministro>; E-Global, Guinée-Bissau Militares em prevenção devido a rumores conspiracionistas, 8 février 2021, <https://e-global.pt/noticias/lusofonia/guine-bissau/guine-bissau-militares-em-prevencao-devido-a-rumores-conspiracionistas/>. Lucia Bird et A. Gomes, Deep rooted interests: Licensing illicit logging in Guinea-Bissau, GI-TOC, mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/illitc-logging-guinea-bissau/>.
- 70 E-Global, Guinea-Bissau: Militares em prevenção devido a rumores conspiracionistas, 8 février 2021, <https://e-global.pt/noticias/lusofonia/guine-bissau/guine-bissau-militares-em-prevencao-devido-a-rumores-conspiracionistas/>.
- 71 Ibid.
- 72 Henrique Almeida et Yinka Ibukun, Drug traffickers blamed for latest coup attempt in Guinea-Bissau, Bloomberg, 2 février 2022, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-02-02/drug-traffickers-blamed-for-latest-coup-attempt-in-guinea-bissau>.
- 73 Ibid.
- 74 Djeme est le troisième membre du trio condamné à la suite du coup de filet de la DEA. Tchuto a été condamné à quatre ans de prison, Tchamy à cinq ans et Djeme à six ans et demi.
- 75 Déclaration officielle de libération de trois suspects initialement arrêtés dans le cadre du coup d'État, 8 avril 2022.
- 76 Voir : Lucia Bird, A very strange coup attempt, GI-TOC, 4 février 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/coup-attempt-guinea-bissau>.
- 77 Pereira l'a noté dans une interview accordée à Deutsche Welle en mai 2022. Antonio Cascais, ECOWAS criticized over West African coups, Deutsche Welle, 5 mai 2022, <https://www.dw.com/en/ecowas-criticized-over-west-african-coups/a-61685721>.
- 78 Lusa, Guinée-Bissau: Forças de defesa não estiveram envolvidas no ataque, Deutsche Welle, 17 février 2022, <https://www.dw.com/pt-002/guiné-bissau-forças-de-defesa-não-estiveram-envolvidas-no-ataque/a-60818500>.
- 79 Entretiens avec des sources proches de l'enquête, Bissau, février-mars 2022.
- 80 E-Global, Militares em prevenção devido a rumores conspiracionistas, 8 février 2021, <https://e-global.pt/noticias/lusofonia/guine-bissau/guine-bissau-militares-em-prevencao-devido-a-rumores-conspiracionistas/>.
- 81 Annika Hammerschlag, Conflict in Senegal displaces thousands, VOA, 17 mars 2022, <https://www.voanews.com/a/conflict-in-senegal-displaces-thousands-6489729.html>.
- 82 Le 3 février, lors d'une conférence extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO qui s'est tenue à Accra, l'organisation régionale a décidé d'envoyer une force de stabilisation en Guinée-Bissau. Voir Arnaldo Vieira, Ecowas to send troops to Guinea-Bissau, The East African, 4 février 2022, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/rest-of-africa/ecowas-to-send-troops-to-guinea-bissau-3705036>.
- 83 Summer Walker et A. Gomes, Mission not accomplished? UNIOGBIS closes amid uncertainty in Guinea-Bissau, GI-TOC, avril 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/uniogbis-guinea-bissau/>.
- 84 Les relations particulièrement froides qu'entretenait Embaló avec Alpha Condé, ancien Président de la Guinée, constituaient la principale exception à cette règle avant le coup d'État de septembre 2021 en Guinée.
- 85 Un accord signé par le Président Embaló en octobre 2020 a été critiqué pour son caractère préjudiciable aux intérêts bissau-guinéens. En outre, conformément à la Constitution bissau-guinéenne, le Président n'est pas compétent pour exécuter les traités internationaux. Ses pouvoirs sont limités à la ratification de ces traités/accords internationaux après leur négociation et signature par le gouvernement, et leur approbation par le parlement national (articles 68, 85(1) de la Constitution bissau-guinéenne).



- 86 E-Global, Guinée-Bissau : *Militares em prevenção devido a rumores conspiracionistas*, 8 février 2021, <https://e-global.pt/noticias/lusofonia/guine-bissau/guine-bissau-militares-em-prevencao-devido-a-rumores-conspiracionistas/>.
- 87 Le mandat relatif à la force de stabilisation n'a pas encore été révélé, mais il devrait s'inscrire dans la lignée de celui de la précédente force de l'ECOMIB. Les troupes devraient être stationnées près de la résidence du Président et de celle du Premier Ministre, et éventuellement superviser la restructuration attendue de l'armée par l'exécutif. Briefing écrit par un ancien fonctionnaire du gouvernement bissau-guinéen, 5 février 2022.
- 88 Le déploiement de MISSANG est le résultat d'une initiative bilatérale de la Communauté des pays de langue portugaise.
- 89 Un expert international en application de la loi en poste en Guinée-Bissau a souligné les dispositions suivantes de la Constitution dans son analyse de la nature anticonstitutionnelle de cette action : articles 85 et 86 : (85/1h). Il appartient à l'Assemblée nationale populaire d'approuver les traités de participation de la Guinée-Bissau aux organisations internationales, les traités d'amitié, de paix, de défense, de rectification des frontières et tout autre traité que le gouvernement déciderait de lui soumettre. Article 86(c) : L'Assemblée nationale populaire est seule compétente pour légiférer dans les domaines suivants : c) organisation de la défense nationale.
- 90 Discussions avec des acteurs internationaux et nationaux en Guinée-Bissau, Bissau, février 2022.
- 91 António Cascais, *ECOWAS criticized over West African coups*, Deutsche Welle, 5 mai 2022, <https://www.dw.com/en/ecowas-criticized-over-west-african-coups/a-61685721>
- 92 Voir la note de bas de page 89 pour les articles constitutionnels qui vont dans le sens de cette interprétation.
- 93 L'article 69 de la Constitution bissau-guinéenne permet la dissolution de l'Assemblée nationale populaire en cas de « crise politique grave ».
- 94 Déclaration présidentielle officielle, Bissau, 16 mai 2022.
- 95 La dissolution n'a pas surpris grand monde, étant donné les menaces répétées d'Embaló depuis la mi-2020 et les mesures prises pour saper le gouvernement de Nabiam. Le manque de clarté constitutionnelle concernant les rôles distincts de chaque organe de l'État et des titulaires de fonctions individuelles alimente l'instabilité politique. C'est pourquoi une commission parlementaire sur la réforme constitutionnelle s'est attelée à la tâche depuis 2007, mais les progrès ont été lents. L'instabilité chronique qui a caractérisé le mandat de l'ancien Président Vaz, au cours duquel le gouvernement a été paralysé par des affrontements répétés entre les organes de l'État et les titulaires de certaines fonctions, a conféré une plus grande urgence au processus. La CEDEAO a exigé qu'une proposition de réforme constitutionnelle soit soumise avant octobre 2020, mais le délai n'a pas été respecté. Parallèlement, le Président Embaló a créé une commission indépendante de réforme constitutionnelle en mai 2020, qui a été fortement critiquée pour avoir enfreint la procédure prescrite par la Constitution.
- 96 Agnelo Regalla, *Líder da oposição na Guiné-Bissau foi atingido a tiro*, RTP, 8 mai 2022, [https://www.rtp.pt/noticias/mundo/agnelo-regalla-lider-da-oposicao-na-guine-bissau-foi-atingido-a-tiro\\_v1403613](https://www.rtp.pt/noticias/mundo/agnelo-regalla-lider-da-oposicao-na-guine-bissau-foi-atingido-a-tiro_v1403613).
- 97 Le pays a perdu six places pour se retrouver 94e du classement de la liberté de la presse publié par Reporters sans frontières en 2020 et était à la 92e place en 2021 (du fait uniquement d'une détérioration générale de la liberté de la presse à l'échelle internationale, plutôt qu'à une amélioration de la situation en Guinée-Bissau). L'impudence avec laquelle il est fait usage de violence à l'encontre des journalistes et des blogueurs, en particulier à partir de mars 2021, est nouvelle. L'enlèvement en plein jour et le passage à tabac du blogueur Aly Silva, dont la voiture a été laissée vide et non verrouillée au milieu d'une rue animée du centre de Bissau, n'en est qu'un exemple parmi d'autres. Des entretiens avec des journalistes, des représentants de la société civile et des avocats à Bissau en février, mars et juin 2021, ainsi qu'en février et mars 2022, ont encore mis en évidence cette escalade de la répression.
- 98 La suspension d'environ 80 stations de radio bissau-guinéennes le 7 avril, prétendument en raison du non-respect des exigences en matière de licence, a encore accru le silence qui entoure les événements qui sont déroulés à Bissau. Pour plus de détails sur la répression des voix critiques, voir GI-TOC, Bulletin de risque Afrique de l'Ouest, numéro 3, mars 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/WEA-Obs-RB3.pdf>.
- 99 Micael Pereira, *Até onde vai a rota do narcotráfico que passa na Guiné-Bissau? Veja o vídeo da grande reportagem 'Na rota da coca'*, Expresso, 9 avril 2022, <https://expresso.pt/multimedia/video/2022-04-09-Ate-onde-vai-a-rota-do-narcotrafico-que-passa-na-Guine-Bissau-veja-o-video-da-grande-reportagem-Na-rota-da-coca-00bf5661>.
- 100 Entretien avec Ruth Monteiro, juin 2022, par téléphone.
- 101 Entre mars 2020 et décembre 2021, les forces de l'ordre ont suivi le déchargement d'au moins quatre importantes cargaisons de cocaïne dans les eaux territoriales bissau-guinéennes. Elles n'auraient pas été en mesure d'agir en raison de la protection politique et militaire de haut niveau dont bénéficiaient les opérations. Il est peu probable que le port de Bissau, connu pour sa corruption, joue actuellement un rôle important dans le trafic de cocaïne, car le débit a considérablement diminué depuis que la compagnie maritime Maersk a cessé d'opérer dans le port. Entretiens avec des sources proches des forces de l'ordre en Guinée-Bissau, janvier à mars 2022.
- 102 Indice des États fragiles, données par pays, consulté le 6 juin 2022, <https://fragilestatesindex.org/country-data/>.
- 103 Entretiens avec des forces de l'ordre à Dakar (Sénégal) et à Banjul (Gambie), octobre-décembre 2021.
- 104 Entretiens avec des responsables de la sécurité en Guinée-Bissau, au Sénégal et en Gambie, octobre-décembre 2021.
- 105 L'intimidation et le harcèlement des éléments indépendants

- du système judiciaire ont poussé certains d'entre eux, parmi lesquels Paulo Sanhá, Président de la Cour suprême, à quitter le pays. *The Seidi Bá cocaine trial: A smokescreen for impunity?* Bulletin de risque, GI-TOC, 20 janvier 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/seidi-ba-cocaine-trial-bissau/>.
- 106 Le bureau du Président a invoqué des « inquiétudes quant à la sécurité nationale », mais cette expulsion est largement considérée comme une punition suite aux critiques de Sanca. Le 17 février 2021, le tribunal régional de Bissau a ordonné la restitution provisoire du bâtiment à l'Ordre des avocats. Cette décision n'a pas encore été exécutée, ce qui constitue un nouvel exemple de non-respect des décisions judiciaires par l'exécutif. Voir *Agência de Notícias da Guiné, Bastonário da Ordem dos Advogados critica que as decisões judiciais têm sido marcadas pela influência política*, 2 février 2021, [angnoticias.blogspot.com](http://angnoticias.blogspot.com).
- 107 *The Seidi Bá cocaine trial: A smokescreen for impunity?*, GI-TOC, 20 janvier 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/guinea-bissau-obs-rb1/>.
- 108 La Gambie sert de manière répétée de refuge à des acteurs criminels fuyant Bissau. Nuno Miguel Sanhá (connu sous le nom de Samory), qui a été jugé et acquitté par contumace dans le cadre de l'opération Red (voir ci-dessous pour plus de détails), s'est également réfugié en Sénégal. Samory a été aperçu fréquentant les mêmes bars et établissements que Bá est réputé fréquenter. Des vidéos visionnées par la GI-TOC montrent Sanha dans des boîtes de nuit en Sénégal. Les efforts visant à extraditer Samory vers la Guinée-Bissau (qui auraient été interrompus en pleine course par des interventions en hauts lieux) témoignent d'une protection politique importante.
- 109 En janvier 2021, 3 tonnes de cocaïne ont été saisies dans le port de Banjul. Les enquêtes menées par les forces de l'ordre régionales à la suite de saisies effectuées dans les eaux territoriales du Sénégal ont à plusieurs reprises mis en évidence l'existence de réseaux sous-régionaux dont les certains acteurs résident en Gambie. La cargaison de cocaïne qui a donné lieu à l'opération Red aurait été importée de Gambie.
- 110 Documents de la police judiciaire relatifs à l'enquête Operation Red, octobre 2021.
- 111 Entretiens avec des fonctionnaires internationaux, Bissau et à distance, novembre 2021-février 2022.
- 112 Entretien avec un haut responsable des forces de l'ordre, Bissau, juillet 2019.
- 113 William Reno, *Understanding criminality in West African conflicts*, dans John Cockayne et Adam Lupel (eds), *Peace Operations and Organized Crime: Enemies or allies?* London: Routledge, 2011 ; Vadim Volkov, *Violent Entrepreneurs: The Use of Force in the Making of Russian Capitalism*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 2002.
- 114 Mark Shaw, *'We pay, you pay': Protection economies, financial flows, and violence*, dans Hilary Matfess et Michael Miklaucic (eds), *Beyond Convergence, World Without Order*, Washington, D.C.: Center for Complex Operations, Institute for National Strategic Studies, 2016, 235-250.
- 115 Fernando Gomes, le procureur général nommé pour la première fois après l'investiture d'Embaló, semble avoir suivi les traces de son prédécesseur, Bacari Biaï, qui a exercé de manière répétée ce pouvoir d'obstruction. L'enquête sur l'ancien Président Aristedes Gomes et le mandat d'arrêt délivré à l'encontre du leader de l'opposition Pereira sont considérés comme des marqueurs clairs de l'alignement des enquêtes par Fernando Gomes sur « l'agenda politique, dûment orchestré par les détenteurs du pouvoir », selon les termes de la lettre reçue d'Aristedes Gomes. Fernando Gomes fait l'objet d'une enquête (bien qu'elle soit actuellement au point mort) pour des allégations de corruption liées à des fonctions gouvernementales antérieures. C'est un fait sans précédent qui semble renforcer la crédibilité de la lutte auto-proclamée contre la corruption menée par Embaló. Lettre d'Aristedes Gomes reçue par la GI-TOC le 20 janvier 2021, rédigée par le Collectif des avocats du Dr Aristides Gomes, intitulée : *Dénonciation des méfaits flagrants du procureur général de la République, Bissau*, 13 janvier 2021.
- 116 La CEDEAO a accusé le MADEM-G15 et certains de ses associés de faire obstacle à la formation d'un nouveau gouvernement et à la stabilité du pays. Ils ont été la cible de sanctions de la part des États de la CEDEAO (interdiction de voyager et gel des avoirs, notamment). Parmi les personnes sanctionnées figurait le procureur général de l'époque, Bacari Biaï, un point qui revêt une certaine importance dans le cadre du trafic de stupéfiants, comme nous le verrons plus loin. Entretiens avec des responsables de la CEDEAO, juillet 2019.
- 117 Entretiens avec des diplomates, Dakar et Bissau, juillet 2019 ; Entretiens avec de hauts responsables des forces de l'ordre, Bissau, juillet 2019.
- 118 *Mussá Baldé, Guiné-Bissau: Mamadu Saido Baldé, novo presidente do Supremo Tribunal de Justiça*, RFI, 26 mai 2021 ; <https://www.voaportugues.com/a/josé-pedro-sambú-eleito-presidente-do-supremo-tribunal-de-justiça-da-guiné-bissau/6349315.html>.
- 119 Raquel Loureiro, *Guiné-Bissau: Nomeação de juizes do STJ é irregular, aponta jurista*, Deutsche Welle, 19 novembre 2021, <https://www.dw.com/pt-002/guiné-bissau-nomeação-de-ju%C3%ADzes-do-stj-é-irregular-aponta-jurista/a-59883183>. RFI, *Candidatura de Pedro Sambú ao STJ "ilegível"*, 8 octobre 2021, <https://www.rfi.fr/pt/guiné-bissau/20210526-guiné-bissau-mamadu-saido-baldé-novo-presidente-do-supremo-tribunal-de-justiça>.
- 120 Accord NQ 4/2022, République de Guinée-Bissau, Cour suprême de justice, Cour pénale, 23 juin 2022.
- 121 Déclaration publique de la Ligue guinéenne des droits de l'homme du 23 janvier 2021 ; Raquel Loureiro, *Guiné-Bissau: Nomeação de juizes do STJ é irregular, aponta jurista*, Deutsche Welle, 19 novembre 2021.
- 122 Par exemple, selon des agents de la police judiciaire interrogés par Bissau Digital en février 2021, la police n'a mené aucune enquête sur le trafic de stupéfiants depuis



- début 2020, et le crime organisé n'est plus une priorité stratégique. Bissau Digital, *Guinean Judicial Police on the brink of explosion*, 25 février 2021.
- 123 Entretiens avec des journalistes, des fonctionnaires internationaux et des membres de la police judiciaire, janvier-juin 2021.
- 124 Documentation de la police judiciaire sur l'enquête Opération Red, octobre 2021.
- 125 Département d'État américain, *Department of State offers reward for information to bring Guinea-Bissau narcotics trafficker to justice*, 19 août 2021, <https://www.state.gov/department-of-state-offers-reward-for-information-to-bring-guinea-bissau-narcotics-trafficker-to-justice/>.
- 126 Babacar Dione et Carley Petesch, *Senegal seizes 2 tons of cocaine off coast; Arrests 5*, ABC News, 20 octobre 2021, <https://abcnews.go.com/International/wireStory/senegal-seizes-tons-cocaine-off-coast-arrests-80683528>.
- 127 Voir la note de bas de page 109 pour plus de détails sur le rôle de Samory. Les témoignages recueillis dans le cadre de cette affaire ont réaffirmé le rôle du Mercado de Bandim, à Bissau, dans le blanchiment d'argent, puisqu'il a été utilisé pour transférer 800 000 dollars de Dubaï à Bissau. La GI-TOC a vu des photographies des victimes montrant des signes de torture.
- 128 Polícia Judiciária, *Guinea-Bissau, Operação red - 06 guineenses detidos por tráfico de cocaína e rapto*, 11 mars 2021, <https://www.pjguineabissau.com/artigos/operacao-red-a-pj-detem-seis6-guineenses-com-cinco5-placas-de-droga/>.
- 129 Ernesto Augusto Ndengle, suspect détenu dans le cadre de l'opération Red, a affirmé avoir été contacté par Tchami Yala, qui serait son frère, dans le cadre de la livraison de cocaïne. Yala a néanmoins été rapidement libéré, malgré sa longue implication dans le trafic de cocaïne. D'anciens membres du système judiciaire bissau-guinéen notent que cette situation est étrange. Rapport judiciaire d'arrestation, déclaration de Ndengle ; informations écrites d'un ancien membre du système judiciaire bissau-guinéen, janvier 2022.
- 130 Le ministère public a retenu les chefs d'accusation de blanchiment d'argent et de trafic de stupéfiants, et a laissé en suspens le chef d'accusation d'association de malfaiteurs. *OPERAÇÃO RED - 06 GUINEENSES DETIDOS POR TRÁFICO DE COCAÍNA E RAPTO*, tribunal régional de Bissau, dossier n° 19/2022, 21 avril 2022.
- 131 Accusation du magistrat Lassana Cassama, dossier n° 979/2021.
- 132 Selon un juriste chevronné, ancien membre de l'administration bissau-guinéenne : il est illégal de créer des commissions chargées d'enquêter et d'inculper des personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes. La Loi organique du ministère public ne prévoit pas d'organe collectif ayant le pouvoir d'enquêter et de porter des accusations. Au sens strict, tous les actes effectués par la commission sont illégaux et toute condamnation résultant d'un procès basé sur l'acte d'accusation émis par la commission peut être annulée par la cour d'appel.
- 133 Déclaration écrite du porte-parole officiel du gouvernement bissau-guinéen, 13 novembre 2019.
- 134 Tribunal régional de Bissau, dossier n° 19/2022, 21 avril 2022.
- 135 Banque mondiale, *Guinea-Bissau country overview*, consulté le 6 juin 2022, <https://www.worldbank.org/en/country/guineabissau/overview#1>.
- 136 Des éléments de l'État bissau-guinéen se sont, à plusieurs reprises au cours de l'histoire, tournés vers les marchés illicites comme source de revenus lorsque les autres sources de revenus se sont taries. La dépendance du gouvernement à l'égard du marché du trafic d'armes dans les années 1990 et celle de la junte militaire à l'égard des marchés de l'exploitation forestière illicite entre 2012 et 2014 n'en sont que deux exemples.
- 137 Le 25 janvier 2021, le FMI a approuvé une aide d'urgence de 20,47 millions de dollars pour le pays. FMI, *IMF Executive Board approves US\$20.47 million emergency assistance for Guinea-Bissau to address the COVID-19 pandemic*, 25 janvier 2021, <https://www.imf.org/en/News/Articles/2021/01/25/pr2121guinea-bissau-imf-executive-board-approves-emergency-assistance-to-address-covid-19>.
- 138 Une partie de cette perspective semble reposer sur une évaluation du contexte politique comme étant « relativement stable » par rapport au passé du pays. Cela semble être une mauvaise évaluation de la situation actuelle et pourrait signifier que les perspectives positives sont trop optimistes. FMI, *Guinea-Bissau: 2022 Article IV Consultation and Third Review under the Staff-Monitored Program*; communiqué de presse ; et déclaration du Directeur exécutif pour la Guinée-Bissau, 27 juin 2022, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/06/26/Guinea-Bissau-2022-Article-IV-Consultation-and-Third-Review-under-the-Staff-Monitored-520008>.
- 139 Banque mondiale, *Guinea-Bissau country overview*, consulté le 6 juin 2022, <https://www.worldbank.org/en/country/guineabissau/overview#1>.
- 140 Entretien avec Fodé Mané, Bissau, décembre 2020. Mané est professeur à la faculté de droit de Bissau, chercheur permanent à l'Institut national de recherche et d'études (INEP) et vice-président de l'Observatoire des droits de l'homme.
- 141 Entretien avec un universitaire bissau-guinéen, Bissau, juillet 2019.
- 142 En 2014, les revenus auraient été utilisés par le général Indjai pour soutenir la campagne de Nuno Nabiam, qui n'a finalement pas porté ses fruits. En outre, quelques mois seulement avant les élections de mai 2018, le Premier Ministre de l'époque, M. Embaló, a soudainement annoncé une levée partielle du moratoire sur l'exploitation forestière, permettant l'exportation de 1 500 conteneurs remplis de bois qui étaient stockés dans le port de Bissau depuis 2015. Des entretiens menés dans la capitale ont révélé que le parti au pouvoir était soupçonné d'avoir levé le moratorium afin de lever des fonds pour la campagne électorale et soutenir les élections à venir. Pour plus de détails, voir : Mardi Reitano et al, *Razing Africa: Combatting criminal consortia in the logging sector*, 2018, ENACT, <https://enactafrica.org/research/>

research-papers/razing-africa-combatting-criminal-consortia-in-the-logging-sector.

- 143 Pour plus de détails, voir : Mark Shaw et A. Gomes, *Breaking the vicious cycle: Cocaine politics in Guinea-Bissau*, GI-TOC, mai 2020, [https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/05/Guinea-Bissau\\_Policy-Brief\\_Final2.pdf](https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/05/Guinea-Bissau_Policy-Brief_Final2.pdf).
- 144 Le marché de l'exploitation forestière est également appelé à jouer un rôle dans le financement des élections. La déclaration exécutive annonçant la levée du moratoire sur l'exploitation forestière et l'implication continue d'acteurs politiques de haut niveau dans le marché vont dans le sens de cette évaluation. Pour une analyse plus approfondie du marché de l'exploitation forestière, voir : Lucia Bird et A. Gomes, *Deep rooted interests: Licensing illicit logging in Guinea-Bissau*, GI-TOC, mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/illicit-logging-guinea>.
- 145 Une plateforme d'organisations issues de la société civile bissau-guinéenne créée en 2020 afin que la société civile nationale parle d'une seule voix sur les questions relatives au trafic de stupéfiants et à la criminalité organisée transnationale. La plateforme compte actuellement 28 membres et devrait continuer à se développer.
- 146 Discussions avec des commentateurs internationaux et nationaux, Bissau, juin 2022.
- 147 Les peines prononcées dans le cadre du procès du réseau Seidi Bá ont été drastiquement diluées par la Cour d'appel. Pour une analyse plus approfondie, voir : *The Seidi Bá cocaine trial: A smokescreen for impunity?*, GI-TOC, Janvier 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/seidi-ba-cocaine-trial-bissau/>. Pour l'acquittement de juin 2022 : Accord NQ 4/2022, République de Guinée Bissau, Cour suprême de justice, Cour pénale, 23 juin 2022.
- 148 Discussion avec l'ONUDC, Bissau, février 2020.



# GLOBAL INITIATIVE

AGAINST TRANSNATIONAL  
ORGANIZED CRIME

## À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 500 experts répartis aux quatre coins de la planète. Elle offre une plateforme pour promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

[www.globalinitiative.net](http://www.globalinitiative.net)

Soutenu par



Federal Foreign Office